

# I'HUMANITÉ



# rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,  
UNISSEZ-VOUS !*

**2F** Adresse : L'HUMANITE ROUGE  
B.P. 365  
75064 PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE  
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LÉNINISME  
ET DE LA PENSÉE-MAOTSETOUNG

6<sup>e</sup> ANNEE N° 249  
JEUDI 5 DEC. 1974

**Contre le chômage  
Contre les locks-outs  
Contre les licenciements**

## OCCUPATION DES USINES !

Plus de 100 000 nouveaux chômeurs en un mois en France, multiplication des faillites, des licenciements collectifs, plus de 5 millions de chômeurs aux Etats-Unis, plus d'un million en Grande-Bretagne, en Italie, voilà le « miracle » de l'expansion capitaliste ! Après quelques années de prospérité « éternelle » pendant lesquelles le chômage n'a jamais disparu, voilà les économies occidentales et les économies des pays sous domination révisionniste où le capitalisme a été restauré, aux prises avec les démons propres au système capitaliste : la récession après « l'expansion », la faillite complète après une abondance insolente bâtie sur l'exploitation des peuples du monde.

Le caractère nouveau de la crise en cours, si on la compare aux innombrables crises cycliques qui ont marqué l'essor du capitalisme, c'est qu'il s'agit d'une crise du système impérialiste, du capitalisme pourrissant, d'une crise inégalée par son ampleur et sa profondeur, aussi ample et profonde qu'a pu paraître sa vitalité, aussi étendue que les tentacules jetées par l'impérialisme sur le monde. Le capitalisme a atteint sa phase d'agonie, l'impérialisme, depuis moins d'un siècle et depuis moins d'un siècle le monde capitaliste a connu deux grandes crises auxquelles les capitalistes ont cru échapper par le fascisme et la guerre, mais qui ont débouché finalement sur des succès de la révolution prolétarienne mondiale.

Aujourd'hui, les centaines de milliers de chômeurs « officiels » en France ne sont qu'un avant-goût des millions de travailleurs que le capital monopoleur s'apprête à jeter sur le pavé. Tout en étant les responsables et les bénéficiaires de la crise, les représentants du capitalisme monopoliste et leurs valets révisionnistes, tentent d'utiliser les travailleurs contre les travailleurs, d'utiliser ceux qu'ils maintiennent à la production contre les chômeurs en agitant devant eux la menace du chômage et d'utiliser les chômeurs contre les travailleurs en lutte, comme on vient de le voir aux P.T.T.

Dans ces conditions, la ligne directrice des marxistes-léninistes c'est de travailler à unir le peuple contre ses véritables ennemis, non les pays et peuples du monde qui luttent, comme les pays producteurs de pétrole, pour le contrôle de leurs richesses nationales (non, ceux-là sont nos frères, nos véritables alliés), mais contre le

capital monopoleur, contre ces grands bourgeois qui, eux, ne sont pas au chômage, qui eux ne connaissent pas l'angoisse des fins de mois et des traites qui arrivent.

C'est pourquoi nos mots d'ordre doivent être l'expression du refus de la classe ouvrière, et d'accepter le chômage, même avec une « indemnité d'un an », et de quémander des négociations pour « limiter les dégâts », comme disent les révisionnistes.

« Limiter les dégâts », c'est travailler à diviser la classe ouvrière, faire accepter à des ouvriers d'abandonner leurs frères de classe, prôner la défense du capitalisme. Dans cette voie, les révisionnistes du P.«C.»F. et de la C.G.T. vont plus loin, ils ont des solutions toutes prêtes : déformant la réalité, ils répètent au nom de « l'intérêt national », celui des exploités et des exploités unis, qu'on peut soigner le malade, pourvu qu'on procède à quelques « nationalisations ». Mais qu'est-ce que les nationalisations en système capitaliste, sinon la transformation d'une entreprise privée d'un ou plusieurs exploités à une entreprise collective à la classe des capitalistes monopolistes : à qui profite l'exploitation des ouvriers de Renault, sinon au capital monopoleur ? Qui plus est, les nationalisations ne sont qu'un emplâtre sur une jambe de bois ; même si Citroën, par exemple, était nationalisé, la baisse de la production serait nécessairement accompagnée de licenciements.

C'est pourquoi les révisionnistes ne sont rien d'autres que des représentants de la classe des capitalistes, des domestiques zélés qui vont à travers les masses populaires pour masquer la responsabilité de leurs maîtres.

Maîtres et valets appartiennent à la même maison. Cette maison c'est la maison de l'esclavage ouvrier, elle doit être détruite.

L'appel que doivent lancer partout les révolutionnaires prolétariens, c'est :

**OUVRIERS, TRAVAILLEURS, TOUS UNIS  
CONTRE LE CHOMAGE !**

**PAS UN SEUL LICENCIEMENT !  
DU TRAVAIL POUR TOUS !**

**CONTRE LES LICENCIEMENTS, LES LOCK-  
OUT, OCCUPATION DES USINES JUSQU'À LA  
VICTOIRE !**

**Dimanche 8 Décembre  
15 heures**

**Salle de la Mutualité**

**MEETING  
organisé par  
L'HUMANITÉ ROUGE  
contre le  
SOCIAL-  
IMPÉRIALISME**

### PROGRAMME

**15 heures**

**Ouverture du meeting sous la  
présidence d'un camarade typo-  
graphe, ancien résistant et an-  
cien déporté.**

**15 h 10**

**Intervention du camarade LE-  
BRUN sur le social-fascisme en  
U.R.S.S.**

**15 h 35**

**Intervention du CILA à propos  
du pillage du Tiers-Monde par  
l'U.R.S.S.**

**16 heures**

**Montage diapositive.**

**16 h 30**

**Intervention centrale : le social-  
impérialisme est le danger prin-  
cipal pour les peuples européens.**

# IL FAUT MENER DE PAIR LA CRITIQUE DU RÉVISIONNISME ET L'ÉTUDE DU MARXISME, DU LÉNINISME ET DE LA PENSÉE MAO TSÉ-TOUNG!

Voici plus d'un an qu'ici même, le camarade Jacques Jurquet lançait un appel à tous les marxistes-léninistes de notre pays pour qu'ils élèvent leur vigilance face à la menace représentée par le social-impérialisme soviétique et qu'ils étudient avec sérieux les documents publiés par nos camarades chinois et albanais. Cet appel n'allait pas tarder à susciter une grande ardeur dans l'étude pour la lutte contre le révisionnisme moderne chez nombre de révolutionnaires prolétariens.

Cependant l'élévation de la combativité révolutionnaire du parti marxiste-léniniste qui s'ensuivit et le développement de sa capacité à diriger les masses révolutionnaires contre le capitalisme et ses laquais, ne furent pas du goût de tout le monde.

Démasqués comme agents et cinquième colonne du social-impérialisme soviétique en plus de leur rôle bien connu de défenseurs du système bourgeois, les révisionnistes ont redoublé d'efforts pour éliminer et détruire l'influence grandissante des marxistes-léninistes dans les masses populaires : croyant comme tous les réactionnaires que « la bouche qu'on bâillonne on la fait taire », ils ont tenté de chasser des syndicats des ouvriers marxistes-léninistes, tout en les dénonçant à la répression patronale, selon la politique qui leur avait fait exiger l'interdiction du Parti communiste marxiste-léniniste de France au cours du printemps révolutionnaire de mai-juin 1968.

En même temps ils ont fait donner leurs machines à débiter des sophismes pseudo-marxistes afin de lutter contre ce qu'ils appellent la « politique étrangère maoïste », c'est-à-dire contre la politique révolutionnaire du Parti communiste chinois et des autres partis marxistes-léninistes.

Les « théoriciens » révisionnistes se sont penchés sur des questions comme la « détente », le concept de « super-puissance », la « nature de l'U.R.S.S. de Brejnev et compagnie », « la Chine et l'Europe », etc. pour préparer quelques bouillies insipides bien incapables de satisfaire le militant de base qui s'interroge. Quand la rivalité soviéto-américaine amène à tout moment le monde au bord d'une troisième guerre mondiale, quand des espions soviétiques sont expulsés de partout dans le monde, quand l'un d'entre eux même est pris la main dans le sac à dérober un système de « laser » en France, au Bourget, quand chacun peut prendre connaissance des magnifiques succès remportés par les peuples chinois et albanais dans l'édification du socialisme, comment les balbutiements des « penseurs » révisionnistes français inspirés par leur maître soviétique Souslov, pourraient-ils répondre au besoin de connaissance véritable de la situation actuelle de la masse des militants du parti révisionniste. Cependant les élucubrations de la propagande révisionniste sont moins destinées à éclairer leur victime qu'à jeter le trouble en son esprit par des calomnies à la désorienter par des sous-entendus à l'entourer de ses fils d'araignée, en un mot à l'empêcher de soutenir et renforcer la ligne révolutionnaire marxiste-léniniste. De fait cette pression multiforme de l'idéologie révisionniste n'a pas manqué de se manifester parmi les marxistes-léninistes eux-mêmes, suscitant l'alignement de la lutte de ligne au sein de l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat.

Dans un parti marxiste-léniniste la lutte entre deux lignes, entre une ligne prolétarienne et une ligne bourgeoise existe toujours : c'est le reflet dans le parti de la lutte de classe dans la société.

Comme la lutte des classes dans la société, la lutte de lignes dans un parti prolétarien est une lutte acharnée pour le pouvoir : pour savoir si le prolétariat maintiendra sa direction et son autonomie politique ou si la bourgeoisie transformera le parti prolétarien en parti révisionniste, en parti à la remorque de la bourgeoisie, de l'impérialisme et du social-impérialisme soviétique.

Ainsi la lutte idéologique et politique n'est-elle jamais un simple « débat d'idées » mais bien un combat décisif pour l'avenir de la révolution prolétarienne : pour cette raison tous les révolutionnaires prolétariens doivent prêter une grande attention à la lutte de ligne dans leurs rangs et savoir mener conjointement la lutte des classes dans la société et la lutte contre les conceptions et lignes opportunistes qui apparaissent sans cesse dans leurs rangs : dans cette lutte il ne faut jamais perdre sa vigilance ni se laisser endormir par les bonnes paroles, mais juger toujours du point de vue de la ligne idéologique et politique.

Cependant avoir la volonté de répondre à l'appel de la direction prolétarienne marxiste-léniniste est un pas mais ne suffit pas. Encore faut-il étudier sérieusement pour mener la lutte et apprendre à étudier dans la lutte car sans cesse apparaissent des obstacles nouveaux : c'est seulement en utilisant l'arme acérée du matérialisme historique et du matérialisme dialectique qu'il est possible de déjouer toutes les apparences trompeuses que prend la ligne révisionniste.

Cette lutte idéologique est une lutte pour la victoire du marxisme et la défaite du révisionnisme. Cette lutte il est impossible de la mener à bien sans efforts : le sens de classe prolétarien peut permettre d'adopter certaines positions politiques justes, il ne saurait en aucun cas remplacer l'étude assidue du marxisme et l'étude de la réalité d'un point de vue marxiste. Prenons par exemple la ligne révisionniste des sociaux-impérialistes soviétiques : dans leurs rapports avec l'impérialisme américain il y a à la fois collaboration et rivalité : pendant un certain temps la collaboration, l'entente, la « détente » ont pu paraître dominer, et cela a trouvé son expression théorique dans les théories révisionnistes khrouchtchéviennes sur « l'ère nouvelle de paix », la « compétition pacifique » de même que sur le plan intérieur l'Etat devenait « l'Etat du peuple tout entier ». Cependant en se tenant uniquement à ce point de vue unilatéral de la collaboration avec l'impérialisme américain nombre de révolutionnaires se sont trouvés désorientés par la rivalité, la tension, la lutte accrue entre révisionnistes soviétiques et impérialistes américains : cette lutte est menée sous le couvert de la « lutte contre l'impérialisme » par les premiers tout comme c'est au nom de la « dictature du prolétariat » qu'ils exercent une dictature fasciste sur les peuples d'Union soviétique, tout comme c'est au nom de la « défense du socialisme » qu'ils sont intervenus en Tchécoslovaquie et l'ont occupée : si l'on s'en tient aux paroles alors on est pris au piège

et l'on sombre à la remorque des révisionnistes : certains « marxistes-léninistes » n'ont-ils pas soutenu la subversion organisée par les révisionnistes au Soudan ou à Ceylan.

C'est qu'ils avaient refusé d'adopter une attitude marxiste dans le domaine de la connaissance : ne travaillant pas à connaître et comprendre l'essence du révisionnisme ils s'en tenaient aux apparences, aux mots et en dernière analyse à leur vision subjective métaphysique du monde. Aujourd'hui pour l'essentiel les conceptions politiques opportunistes de droite qui trouvaient leur fondement dans une telle ligne idéologique révisionniste ont été sérieusement battues en brèche et en les battant les marxistes-léninistes ont remporté des succès certains dans la lutte des classes. Cependant l'histoire de la lutte de lignes tant dans nos rangs que dans ceux d'autres partis marxistes-léninistes nous apprend que dans le cadre complexe de la lutte de lignes une ligne bourgeoise battue change d'apparence : c'est comme une mauvaise herbe, si l'on arrache ses fleurs vénéneuses elles repoussent, tant que les racines sont là ; supprimer l'existence des mauvaises herbes est impossible tant qu'existe le sol où elles poussent qui est la société de classes, mais il est possible et indispensable de s'attaquer aux racines du mal. Pour cette raison tous les marxistes-léninistes doivent ne pas se laisser détourner de leur cible qui est la ligne de droite apparue dans leurs rangs, au contraire ils doivent intensifier la lutte et la mener aussi sur le front de l'idéologie, ils ne doivent nullement se contenter d'avoir battu dans une certaine mesure les conceptions droitières mais ils doivent poursuivre et intensifier la lutte afin de saisir l'essence de la ligne de droite dans le parti prolétarien. Dans ce combat il est nécessaire de s'en tenir à la philosophie de lutte du marxisme-léninisme, de ne pas capituler devant l'ennemi de classe et de déjouer toutes ses manœuvres notamment celles qui consistent à semer la confusion et à faire passer le blanc pour le noir. Pour être en mesure de toujours s'en tenir à une ligne juste et ne pas servir les intérêts d'une ligne bourgeoise, il faut pour juger d'une ligne adopter

un point de vue marxiste et bien examiner si le principal ce sont les choses positives, correctes, les réussites ou au contraire les choses négatives, les erreurs, les échecs qui en ont résulté. Car il y a toujours deux aspects contradictoires en toute chose mais ces aspects ne sont pas en équilibre : l'aspect principal de la contradiction, l'aspect dominant détermine la nature de cette chose. Il faut s'en tenir à un tel point de vue pour analyser l'activité d'un parti révolutionnaire comme de chacun de ses organismes.

C'est seulement en adoptant une telle attitude conforme au marxisme, au léninisme et à la pensée maotse-toung qu'il est possible d'aller avec confiance de l'avant pour combattre le révisionnisme moderne.

Depuis son XXI<sup>e</sup> congrès anticomuniste le P. « C. » F., assailli de contradictions multiples et inspiré par les révisionnistes soviétiques développe beaucoup d'efforts pour modifier les apparences et se recomposer un masque « de lutte de classe » notamment à travers la polémique avec le Parti socialiste : est-ce que cela peut changer la nature du P. « C. » F. ou « l'améliorer » ? Voilà un problème que les marxistes-léninistes doivent savoir résoudre correctement devant les masses de façon à montrer que cette tactique est plus dangereuse encore que la précédente, qu'elle ne change pas l'essence du révisionnisme.

En même temps il est indispensable de discerner à travers les roulements de tambour révisionnistes les difficultés qu'ils rencontrent dans les masses, car ce qui est vraiment fort ce n'est pas les révisionnistes et le social-impérialisme soviétique c'est le mouvement révolutionnaire des masses ; voir les rapports entre les révisionnistes et les masses populaires d'un point de vue unilatéral conduit inévitablement en effet soit à se mettre à la remorque du révisionnisme soit au pessimisme de droite et à la capitulation. Non, les marxistes-léninistes ont profondément confiance dans le mouvement des masses et dans leur juste ligne révolutionnaire prolétarienne qui les conduit à se mettre à la tête des masses pour guider leur combat.

Henri JOUR

## Ecoutez les radios révolutionnaires TIRANA



Heures de Paris	Long. d'onde en m.
6 h	.....
16 h	.....
17 h	sur 31 et 42 m ;
19 h	.....
21 h	.....
22 h	sur 31, 42 et 215 m ;
23 h 30	sur 31 et 41 m.

## PÉKIN

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
19 h 30 - 20 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;
20 h 30 - 21 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;
21 h 30 - 22 h 30	sur 42,5 ; 45,7 ;
22 h 30 - 23 h 30	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.

## La lutte entre les 2 lignes au sein du mouvement ouvrier se développe

Depuis quelques temps déjà, le Comité Central du Parti Révisionniste (P. C. F.) a donné l'ordre d'exclure de la CGT systématiquement tous les militants qui refusent la ligne bourgeoise de l'Union de la fausse gauche et de la collaboration de classes. Ceux qui sont visés en premier ce sont bien sûr les militants communistes marxistes-léninistes, parce qu'ils sont les seuls à pouvoir mener avec conséquence « la lutte à outrance contre le révisionnisme » moderne (selon l'expression même de Lénine), parce qu'ils impulsent d'une manière de plus en plus intensive la lutte classe contre classe. Mais aussi parce que les Marxistes-Léninistes ont une influence de plus en plus large et de plus en plus profonde dans la classe ouvrière. Déjà, le Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France (P.C.M.L.F.) a été interdit le 12 juin 1968 sur l'ordre explicite du révisionniste Marchais. Les révisionnistes voient d'un très mauvais œil la multiplication de ses cellules d'entreprises où les camarades dénoncent d'une manière incisive leur ligne réactionnaire au service du social-impérialisme russe et de défenseur de la bourgeoisie capitaliste. Les marxistes-léninistes lient de plus en plus efficacement la lutte politique à la lutte économique. Les révisionnistes qui sont de plus en plus démasqués dans la classe ouvrière et les masses laborieuses, s'affolent devant nos succès. Un autre témoignage de leur affolement se manifeste dans les nombreuses agressions qu'ils entreprennent contre nos militants, et notamment contre les diffuseurs de l'Humanité Rouge lorsque ceux-ci mettent à jour leurs trahisons. Ils s'affolent quand les marxistes-léninistes font une juste application de la Ligne de masse.

Ainsi aujourd'hui ils se sont attachés à tenter d'exclure un camarade postier du centre de tri Montparnasse, alors que les postiers ont mené une lutte exemplaire contre la politique du pouvoir capitaliste. Pendant toute la durée de la grève les éléments avancés et les marxistes-léninistes, qui sont dans les syndicats (CGT et CFDT) ont mené une double lutte :

— Pour la satisfaction des justes revendications immédiates, adoptées par la masse des postiers en lutte.

— Contre les tentatives de sabotage de la grève orchestrées par les révisionnistes (qui ont eu le soutien des dirigeants réformistes et des opportunistes de tout poil).

Voilà pourquoi les révisionnistes s'acharnent après les marxistes-léninistes. Mais cette lutte entre révisionnisme et marxisme-léninisme nous renforce, car être attaqué par l'ennemi de classe est une bonne chose.

Nous voyons aussi que face au développement de la crise, les dirigeants révisionnistes sont enerrés dans un nœud de contradictions, que lorsqu'un patron licencie un ouvrier révolutionnaire, ils applaudissent. (Voir ci-contre le dernier en date, à l'hôpital du Bocage de Dijon, lors que la lutte se développe dans ce secteur.)

Quel est le but des dirigeants révisionnistes du P. C. F. qui tirent les ficelles de la CGT ?

Nous avons déjà dit qu'ils veulent encadrer la classe ouvrière, pour mieux la mater, si un jour ils venaient au pouvoir. Pour cela l'objectif qu'ils visent c'est le syndicat unique échappant entièrement au contrôle de la base (comme en URSS et dans les autres pays révisionnistes). Ils ont exclu à l'Alstom Saint-Ouen, à Guillaud à Nantes, et tenté de le faire dans de nombreux endroits, notamment à l'ORTF (depuis deux ans) et à l'EDF où ils ont demandé aux dirigeants CFDT d'exclure un marxiste-léniniste qui a des responsabilités dans la CFDT ! Ils ont échoué également à Strasbourg, à Kodak (Vincennes)...

Mais, là où ils portent l'essentiel de leurs coups c'est dans le secteur nationalisé, d'abord parce qu'il s'agit d'un secteur stratégique (une fois au pouvoir [!]), mais aussi parce que c'est là qu'ils sont le plus implanté (notamment à l'EDF) et qu'ils bénéficient du soutien des dirigeants réformistes qui se contentent de suivre leur entreprise réactionnaire. Le cas le plus fréquent de cette attitude, c'est au Centre de Tri PLM à Paris (voir H.R. n° 248).

Les dirigeants révisionnistes avaient déjà organisé, entre 1965 et 1967, une campagne semblable et avaient exclu André Druet et Aimé Delrué, pensant à l'époque pouvoir détruire l'Avant-garde de la classe ouvrière. Aujourd'hui ils ne le peuvent plus (tout au moins de l'extérieur de nos rangs) car le mouvement marxiste-léniniste s'est considérablement renforcé, et se renforcera encore de plus en plus dans les luttes à venir. De plus, les travailleurs sont de plus en plus nombreux à s'opposer à leurs manœuvres anti-ouvrières et ils comprennent de mieux en mieux que la lutte entre Marxisme-Léninisme et Révisionnisme est antagonique, qu'il s'agit d'une lutte à mort.

Fort de l'exemple de notre camarade postier et des autres camarades, ne relâchons pas nos efforts dans la CGT comme dans la CFDT, pour combattre la ligne révisionniste, en la démasquant devant les masses, et en avançant systématiquement le point de vue, la ligne de l'Avant-Garde Proletarienne, en organisant la classe ouvrière.

Serge LAFORGE

## DIJON (Hôpital du bocage) :

### Une fois de plus, collusion direction C.G.T.-Patronat

Suite au licenciement d'un brancardier, militant C.G.T., nous avons dénoncé dans le n° 247 d'H.R., les révisionnistes C.G.T. qui avaient refusé de le défendre. Lorsque nous avons fait cet article une assemblée générale du personnel était prévue.

A cette A.G. une quarantaine de personnes sont venues, en partie à cause de l'attitude démobilisatrice des révisionnistes mais aussi parce que les traditions de lutte ne sont pas encore ancrées dans le personnel hospitalier. Ce chiffre était tout de même appréciable car c'était la première fois qu'on se mobilisait contre un licenciement.

Durant cette A.G., les dirigeants C.G.T. refusèrent ouvertement de défendre le camarade licencié sous des prétextes plus ou moins fallacieux : « On en a déjà assez fait, il ne fallait pas ébruiter l'affaire, etc. ».

Malgré leurs tentatives de sabotages, l'Assemblée, composée de quelques militants C.G.T., C.F.D.T., et de non syndiqués, votèrent à l'unanimité pour entreprendre une action. Les quatre ou cinq dirigeants C.G.T. ayant bien entendu quitté la salle. L'Assemblée décide de faire circuler une pétition dans les services, puis d'aller en délégation massive voir le directeur pour exiger la réintégration du camarade licencié. Un bilan serait fait ensuite.

Si les pétitions ont recueilli un grand nombre de signatures de malades et du personnel, il ne fallait pas se leurrer quant à l'entrevue avec le directeur ! Celui-ci a refusé de recevoir son personnel sous prétexte qu'il ne voulait recevoir que les délégués syndicaux.

Une autre assemblée générale a donc été prévue pour reprendre la lutte.

Au sein de la C.G.T., quelques militants, dont un délégué de section soutiennent le camarade et refusent de servir de larbins aux dirigeants révisionnistes. La dénonciation de l'attitude de collaboration de classe des révisionnistes les a bien affolés puisqu'ils en sont venus à raconter mensonges sur mensonges notamment qu'ils ont été agressés par des camarades diffusant devant l'hôpital. Ce qui est absolument faux !

Cette lutte montrant la trahison révisionniste a largement débordé le cadre de l'hôpital. Elle a touché toute la ville de Dijon à en juger par les réactions des révisos :

— Dans de nombreux communiqués de presse, ils nous ont attaqués

en racontant par exemple que le camarade aurait été réintégré mais que nos tracts ont fait changer d'avis le directeur.

— Ils ont officiellement menacé de « nous casser la gueule et de nous tendre des embuscades ».

Malgré toutes ces menaces, les marxistes-léninistes continuent la lutte pour exiger la réintégration du camarade et pour continuer à dénoncer le révisionnisme.

A bas la collaboration de classe ! La lutte continue.

Les communistes marxistes-léninistes de l'hôpital

P.S. : Nous signalons qu'à propos de ce licenciement la cellule Norman Béthune du P.C.M.L.F. de l'hôpital a publié dans les journaux locaux le communiqué ci-joint.

#### Au sujet d'un licenciement à l'hôpital du Bocage

La cellule de l'hôpital du P.C.M.L.F. nous prie d'insérer sa réponse à Roger Gauthier, secrétaire de la section C.G.T. de la Trouhaude :

La cellule Norman-Béthune du Parti communiste marxiste-léniniste de France défend le camarade licencié.

Elle a expliqué pourquoi il a été licencié et a exigé sa réintégration. L'article l'expliquant n'est pas paru intégralement dans la presse, certainement par manque de place.

Si les tracts du P.C.M.L.F. sont distribués en se « cachant », c'est parce que ce parti a été interdit par la bourgeoisie. Ses militants ne peuvent donc apparaître publiquement.

Le P.C.M.L.F. ne confond pas les militants C.G.T. et P.C.F. sincères et désireux de défendre les travailleurs avec leurs dirigeants. Ceux-ci sont les ennemis de la classe ouvrière et du peuple ; ils l'ont déjà prouvé et le prouvent encore en sabotant les luttes (« France », O.R.T.F., où Ségué lui-même a donné l'ordre d'arrêter la grève, etc.). Ces faux communistes défendent la bourgeoisie, pas les travailleurs.

Le P.C.M.L.F. appelle tous les travailleurs à lutter contre la bourgeoisie, qu'elle soit de « droite » ou de « gauche » et à rejoindre l'authentique Parti communiste marxiste-léniniste de France.

## PTT - TRI MONT-PARNASSE :

### Tentative d'exclusion arbitraire de la C.G.T.

Les dirigeants révisionnistes de la C.G.T. ont tenté, en violation des statuts, d'exclure un militant marxiste-léniniste.

#### LES FAITS :

A la fin de la réunion de syndiqués C.G.T. du 21-11, un dirigeant propose « qu'on s'occupe d'un camarade, ici présent, qui distribue d'infâmes torchons ». Les « torchons » en cause sont des tracts de l'Humanité rouge attaquant la ligne de collaboration de classes des dirigeants révisionnistes de la C.G.T. et du P. C. F. et la mystification du Programme commun, tracts diffusés par le camarade en dehors du cadre syndical. Un dirigeant C.G.T., membre du P. C. F., propose l'exclusion de ce militant avec une hargne qui en dit long sur ses intentions.

Notre camarade réussit enfin à prendre la parole et défend, preuves en main, ce qui est dit dans le tract. Un dirigeant cégétiste est obligé d'admettre : « Qu'il y a eu « quelques erreurs » mais que ce ne vaut pas un tel tract. » Enfin un autre membre du P. C. F. exige qu'on passe au vote. Sur environ 50 gars, entre 15 et 20 sont pour l'exclusion (dont une dizaine de membres du P. C. F.), 2 sont contre, la majorité s'est donc abstenue ne sachant pas ce que l'on reproche à ce syndiqué !

Le lendemain, « coup de théâtre » : notre camarade a été exclu de la réunion C.G.T. et non du syndicat ! C'est un mensonge pour essayer de cacher leur volte face :

a) La réunion syndicale s'est précisément terminée sur l'exclusion ;

b) Lorsque notre camarade a voulu reprendre la parole, un dirigeant révisionniste C.G.T.-P. C. F. lui a répondu qu'il était déjà exclu ;

c) Le soir, on a dit à un de ses collègues syndiqué C.G.T. qu'il était exclu ;

d) Dans quelle « démocratie avancée » exclut-on un militant C.G.T. d'une réunion de syndiqués C.G.T. ?

C'est une tentative d'exclusion anti-statutaire, antisyndicale, et antidémocratique !

● Antistatutaire car ils n'ont pas attaqué ce militant pour son travail syndical ou sa combativité dans la grève. Ils ont voulu l'exclure sur son activité politique en dehors du syndicat alors que les statuts précisent bien : « Les syndicats groupant des salariés de toute opinion, aucun de

leurs adhérents ne sauraient être inquiétés pour la manifestation des opinions qu'ils professent en dehors de l'organisation syndicale. »

● Antisyndicale, car ce sont les militants du P. C. F. qui ont poussé à son exclusion. Or les statuts affirment : « Le syndicat C.G.T. décide de son action dans l'indépendance absolue à l'égard du patronat, des gouvernements et des partis politiques. »

● Antidémocratique puisque les statuts de la C.G.T. disent : « La démocratie syndicale assure à chaque syndiqué la garantie qu'il peut, à l'intérieur du syndicat, défendre librement son point de vue sur toutes les questions intéressant la vie de l'organisation syndicale. »

Correspondant « H.R. »  
le 25-11-74

**O.R.T.F. :****Les révisionnistes démasqués**

Le lundi 25 novembre les travailleurs de l'O.R.T.F. apprennent que 272 journalistes statutaires sont licenciés. Ces derniers débrayent aussitôt, et décident en assemblée générale de ne pas passer le journal télévisé sous sa forme habituelle. Ils interviennent directement sur l'antenne à France-Inter dans l'après-midi. Le soir des millions de téléspectateurs verront un journal télévisé composé de diapositives et d'un commentaire off d'une durée de cinq minutes. Pour la première fois depuis 1968 les journalistes iront à l'encontre de la légalité et lutteront directement contre l'atteinte au droit de grève que représente le programme minimum.

Le lendemain matin dans tous les centres parisiens, que fait l'Intersyndicale ? Rien. Il a fallu l'insistance des marxistes-léninistes soutenus par d'autres travailleurs traités pour l'occasion de « fils à papa » pour que des A.G. aient lieu à 13 heures à Joinville Bry-Marneet aux Buttes-Chaumont. Les travailleurs décident alors de se rendre à Cognacq-Jay pour soutenir les travailleurs de ce centre qui ne veulent pas passer le programme minimum. Entre temps à 15 heures le bureau de Marceau Long est occupé par 200 personnes (administratifs et techniciens de la Maison de la Radio). Il s'agit là d'un mouvement spontané qui entraîne aussitôt l'adhésion de tous ceux qui sont déterminés à se battre contre les licenciements. Quelques travailleurs d'autres centres pourront se joindre à l'occupation effective du bureau de M. Long, les autres sont bloqués par les flics qui entourent la Maison de la Radio. Pendant ce temps là, l'Intersyndicale s'étant rendue dans le bureau du P.-D.G. après l'annonce de son occupation assure aux travailleurs qui se font vider par les flics « qu'ils ne sortiront que sous la menace des flics ! (sic) et qu'ils essayeront d'obtenir le principe d'une négociation globale ».

Quinze minutes après les travailleurs ont eu le grand « bonheur » de voir leur Intersyndicale redescendre tranquillement de chez le P.-D.G. avec une vague promesse de négociation avec Rossi. (A noter que les flics qui avaient pourtant la consigne de rester calmes ont envoyé à l'hôpital un travailleur avec une clavicle cassée...)

A 18 heures, la Maison de la Radio était nettoyée par les flics. C'est alors que des représentants de l'Intersyndicale se mirent en devoir de démobiliser les travailleurs qui voulaient aller à Cognacq-Jay empêcher le passage du programme minimum. L'argument était que les travailleurs de Cognacq-Jay ne voulaient pas de nous. Au même moment se tenait dans ce centre une A.G. qui demandait la suppression du programme minimum. D'autres représentants de l'Intersyndicale s'opposaient fermement à cette volonté en prétextant le danger d'un lock-out et empêchant ainsi que l'unité des travailleurs se fasse à travers une action dirigée contre le programme minimum donc contre l'atteinte à leur droit de grève. (Action qui sortait trop du cadre de la sacro-sainte légalité.) Pour être plus crédible ils insistèrent sur l'importance de garder en main l'outil de travail, en l'occurrence ils demandaient aux travailleurs d'assurer le programme minimum plutôt que de le laisser entre les mains des flics.

Des camarades M.L. prirent la parole pour dénoncer cette attitude capitulante qui ne pouvait aboutir qu'à lier un peu plus les mains des travailleurs. Cela se vérifiait le lendemain mercredi. Le centre de Cognacq-Jay était cerné par les flics à partir de 23 h 30. Le jeudi les travailleurs du centre ne pouvaient entrer que sur présentation d'un laissez-passer fourni par la direction. Il s'agissait bel et bien d'un lock-out et ceci malgré « l'appel à la prudence » de l'Inter-

syndicale. Ce lock-out répondait à un discours fasciste de Chirac !

Pour un grand nombre de travailleurs il fallait à tout prix répondre à ce discours fasciste par l'organisation d'une manifestation. Dans cet état d'esprit unitaire des camarades de Bry et de Joinville descendent à l'A.G. des Buttes qui se tenait le jeudi à 14 heures, mais ils se heurtèrent une fois de plus au refus de l'Intersyndicale et plus particulièrement de la C.G.T. d'unir les différents centres parisiens dans l'action. Au lock-out de Cognacq-Jay et au discours de Chirac l'Intersyndicale répond : un journal télévisé normal à condition que la police se retire du centre. **Résultat :** le journal télévisé normal est passé sous la protection des flics alors que les journalistes de Cognacq-Jay s'attendaient à une riposte unitaire de tous les travailleurs de l'O.R.T.F.

Le lendemain, vendredi matin, l'Intersyndicale se réunit avec M. Long pour avoir la liste des licenciés. Elle ressortit du bureau après trois heures de parlottes, sans rien dans les mains. Elle prend bien soin de ne pas réunir une A.G. de tout le personnel parisien et recommande aux travailleurs d'attendre dans leur centre.

A 17 heures, l'Intersyndicale annonce la liste des licenciés par catégorie professionnelle. 520 licenciements de statutaires plus 2 000 licenciements de fonctionnaires cachetiers-pigistes. Par contre recrutement à l'extérieur de l'O.R.T.F. de cadres. Il s'agit bien là d'une réorganisation fasciste et les travailleurs présents à l'A.G. de la Maison de Radio l'ont bien senti comme telle. Après l'annonce de ces licenciements l'Intersyndicale ne trouva rien de mieux que de proposer la grève reconductible jusqu'à lundi matin alors que les centres de Joinville et des Buttes avaient déjà voté la grève jusqu'à lundi soir. Devant la colère des travailleurs un camarade M.L. proposa soit l'occupation de la Maison de la Radio, soit une manif de tous les présents à Cognacq-Jay mais la volonté première des travailleurs était la non retransmission du match de rugby Springbox-France et du match de boxe Valdès-Tonnat, exigence qui se vit imposer un refus catégorique de la part de l'Intersyndicale (sous prétexte que le match serait de toute façon retransmis par des non grévistes). Pendant une heure et demie l'Intersyndicale fut violemment attaquée par les travailleurs qui exigeaient la non présence des racistes d'Afrique du Sud à l'antenne et un programme véritablement minimum.

C'est à cette occasion que les M.L. de l'O.R.T.F. se sont rendu compte combien il était urgent de prendre en main l'organisation de la lutte, vue la confiance des travailleurs présents qui avaient fait de l'un de nos camarades leur porte-parole. Devant la colère des masses l'Intersyndicale ne trouva rien d'autre à faire que de tourner le dos à la salle et chercher fébrilement une solution. Attitude qui entraîna de violentes critiques de la part des travailleurs ainsi méprisés et traités comme des enfants. Les délégués de l'Intersyndicale ne trouveront rien d'autre bout d'une heure que des insultes contre le camarade M.L. qui avait su retransmettre la volonté des masses.

Une première victoire fut d'apprendre le samedi que les matchs n'étaient pas retransmis sur demande de l'Intersyndicale.

Cette première victoire nous montre le chemin à suivre : aller toujours plus loin dans la dénonciation des trahisons de l'Intersyndicale et organiser tous les travailleurs dans une lutte active contre les licenciements et l'application de la loi scélérate du 7 août 1974.

OSER LUTTER, OSER VAINCRE !

Les M.-L. de l'O.R.T.F.

**STRASBOURG :****QUAND LE RÉVISO-RÉFORMISME DEVIENT SOCIAL-FASCISME**

Lundi 18 novembre, à l'hôpital de Strasbourg, c'est le branle-bas de combat. Dès 6 heures, les bonzes de la CFDT, de la CGT et même du Syndicat autonome (on avait presque oublié qu'il existait) se mettent en faction devant les quatre portes de l'hôpital. Mais pourquoi donc ce remue-ménage inhabituel de la part de ces messieurs ? Tout simplement parce qu'après un long sommeil durant l'été... et avant, la montée de la colère des travailleurs face à la crise et face à la défection des syndicats, les a réveillés.

Nos « messieurs » appellent pour le 19 à une simple manifestation par un tract qui dirait-on a peur de parler des véritables revendications et de la lutte à mener pour les arracher à la bourgeoisie. Jusque-là rien d'étonnant de la part de ces commis de la bourgeoisie. Mais ce même lundi, à 6 heures également, des camarades de l'Humanité Rouge décident de diffuser un tract reprenant le communiqué du B.P. du P.C.M.L.F. « aux grévistes de plus en plus nombreux », paru dans le supplément de l'H.R. n° 246. Quel n'est pas l'étonnement d'un de ces camarades distribuant en toute tranquillité notre tract aux côtés d'une militante syndicale diffusant le tract syndical, quand surgit un bonze accompagné d'un nervi, qui tentent de lui arracher le paquet de tracts. Cette tentative échoue et surpris par cette résistance, ces deux individus emploient l'arme du chantage et de la menace : « Déguerpis ou on te casse la gueule, espèce de petit salopard, tu veux saboter "notre manif" ».

A cela le camarade réplique et proteste en invoquant le droit à la liberté d'expression et fait tout pour continuer à distribuer. Voyant

la détermination du camarade, nos deux individus emploient la tactique du marchandage en lui proposant de distribuer le tract seulement mercredi après « leur » manif (!). Le camarade refuse catégoriquement et nos deux nervis s'excitent et se fâchent faisant tout pour lui barrer l'accès aux voitures et aux cyclistes pénétrant dans l'hôpital. Mais ce petit jeu va être bientôt interrompu car malgré cela le camarade arrive à glisser un tract dans la main d'un travailleur. Il lui est aussitôt brutalement arraché par l'un de ces messieurs. Le travailleur proteste alors et s'indigne de l'attitude du bonze, un attroupelement se forme : le camarade a le soutien des travailleurs, les deux bonzes sont vivement critiqués et c'est piteusement qu'ils s'éloignent et laissent le camarade continuer la distribution.

*Leçon : Renforçons notre confiance dans les masses, parmi elles, si nous défendons leurs intérêts, nous sommes à l'abri de la répression, tant syndicale que patronale ou policière. Forts de cet appui, soyons toujours à l'offensive dans la lutte implacable contre le réformisme et le révisionnisme, obstacle principal à la révolution prolétarienne.*

Démasquons toujours plus les bonzes qui détournent les travailleurs de la seule lutte efficace, la LUTTE CLASSE CONTRE CLASSE. Imposons la démocratie prolétarienne dans les syndicats.

— A bas le réformisme, le révisionnisme !

— Le marxisme-léninisme triomphera !

Correspondant H.R.

Strasbourg, le 19 novembre 74.

**OBERTHUR-RENNES :****PAS UN LICENCIEMENT !**

L'imprimerie Oberthur de Rennes faisait partie du groupe Néogravure (première imprimerie de labeur de France), mis en liquidation judiciaire le mois dernier.

Le tribunal de commerce de Rennes a donné 3 mois de sursis à l'usine. C'est-à-dire que si personne ne rachète l'entreprise, 1 260 travailleurs seront au chômage au début de l'année prochaine, sans compter les élèves du CET Robidou, spécialisé dans l'imprimerie, qui ne trouveront pas d'emploi. De plus, même si un nouveau patron reprend Oberthur, il y aura des « compressions de personnel »... Comme on le voit, la bourgeoisie emploie tous les moyens, ici comme ailleurs, pour faire payer sa crise aux travailleurs.

La mobilisation n'a pas tardé : assemblées générales, manifestations dans les rues de Rennes, etc. Les ouvriers et employés d'Oberthur sont décidés à se battre jusqu'au bout sur le juste mot d'ordre : PAS UN LICENCIEMENT !

Les révisionnistes, qui se sont lancés dans le mouvement pour ne pas être trop vite dénoncés, n'ont pas, malgré les apparences (ils soutiennent en paroles le mot d'ordre « pas un licenciement ») renoncé à leur complot anti-ouvrier. Ne les voit-on pas maintenant parler de

« mauvaise gestion », « d'entreprise rentable à sauver à tout prix », etc. ! La porte est grande ouverte pour justifier des licenciements pour « intérêt économique ». L'accord signé récemment avec le patronat et son gouvernement servira alors bien sûr à démobiliser les travailleurs, en leur faisant miroiter un an de salaire sans travailler ! Leur attitude devient risible quand ils demandent que l'imprimerie des livres édités en France soit faite en France : on sait bien que la plupart des livres des « Editions Sociales » du P.C.F. sont imprimés en Allemagne de l'Est (notamment) !!!

Pour nous, marxistes-léninistes, nous continuerons à expliquer que le chômage est inévitable en système capitaliste, à soutenir les justes luttes des travailleurs contre TOUT licenciement, et à dénoncer les faux communistes, les traîtres à la classe ouvrière que sont les révisionnistes. Nous sommes sûrs que, de plus en plus, les travailleurs sauront déjouer tous les complots qu'ils trament et trameront !

A BAS LE REVISIONNISME !  
SOUTENONS RESOLUMENT  
LES TRAVAILLEURS D'OBERTHUR !

PAS UN LICENCIEMENT !

Correspondant H.R., Rennes.

**AFFICHEZ H. R.**

# P.T.T. : les révisionnistes trahissent la grève

## CLERMONT-FERRAND :

A Clermont, le bonze permanent de la C.G.T. des P.T.T. (par ailleurs membre du bureau fédéral du P.C.F.) n'a que le mot de Démocratie (avec un grand D) à la bouche, relayé par les dirigeants de la C.F.D.T. Mais qu'est-ce que c'est, dans les faits, cette « démocratie » ?

Leur « démocratie », on en a eu un premier exemple dans le fait qu'ils sont restés rigoureusement sourds à toute idée du comité de grève, sous prétexte que les dirigeants de F.O. n'en veulent pas. Ils ont institué, au début de la grève, un système d'A.G. par services tous les jours, et de meetings à peu près tous les matins. Ces A.G. n'ont aucun pouvoir de décision, car chacun, au nom de la « démocratie », est libre le lendemain de reprendre le travail ou pas. Les soi-disant « votes » de ces A.G. n'y sont en fait que des comptages de ceux qui resteront encore en grève le lendemain, et de ceux qui reprendront le travail. Comme on le voit, leur « démocratie » est fondée sur l'individualisme, et n'aboutit qu'à respecter la sacro-sainte « liberté du travail » de la bourgeoisie. De plus, les grévistes n'ont aucun pouvoir pour faire respecter leurs décisions, et finalement, leur « démocratie », ce n'est rien d'autre que de la démocratie bourgeoise pourrie. C'est grâce à cette « démocratie » où personne ne se sent concerné par l'avis des autres, que les grévistes ont vu leurs effectifs maigrir tout le long de la grève, fondre chaque matin d'un certain nombre d'indécis, parfois même de morceaux entiers de 10 ou 20 gars du piquet de grève qui, sur un coup de désespoir, reprenaient le travail ! Inutile de décrire l'effet que ça a eu sur le moral de ceux qui restent ! C'est ainsi que la grève à la R.P., qui était de 99-100 % au début, est passée à 70, puis 60, puis 40, puis 25,

puis maintenant tout juste 20 %.

On a eu un autre exemple de leur « démocratie » lorsque F.O. a trahi ouvertement la grève. Le bonze F.O. étant venu annoncer qu'il reprenait le travail, il se mit ensuite à monopoliser la parole pour expliquer le « positif » des propositions de Lelong, sous les huées et les interruptions des copains en grève. Ce à quoi il répondait en criant « démocratie »... scandé par certains militants de la C.G.T. et de la C.F.D.T. qui prétendaient lui laisser le droit à la parole et s'exprimer librement. Ainsi donc, dans une A.G. de grévistes, on donne la parole aux jaunes et à leurs théories gouvernementales, et on la coupe aux grévistes, au nom de la « démocratie ». Mais la colère qu'ils suscitèrent ainsi fut la plus forte, et le bonze F.O. fut finalement contraint de quitter la salle.

### LES « PURS ET DURS »

Mais cette méthode « démocratique » n'a pas suffi pour atteindre le moral des grévistes. L'autre méthode, plus subtile, consiste à se faire passer pour « un dur »... et organiser une grève nationale chaque semaine. Pendant toute la semaine, ils tenaient tout le monde en haleine dans l'attente de ces grèves de 24 heures, tantôt chez les gaziers et les cheminots, tantôt dans la fonction publique, etc. Mais ce qu'ils passent sous silence, c'est que les cheminots et gaziers en ont eux aussi ras-le-bol des grèves de 24 heures ; et où les masses ne reconnaissent aucune de leurs aspirations et revendications. Ces grèves étaient donc assez peu suivies, et le lendemain tout le monde reprenait le travail. Inutile de décrire l'effet que cette reprise avait sur le moral des grévistes des P.T.T. « Ils nous aban-

donnent. » Mais le « clou », ça a été la manifestation du 19 novembre, qui précédait le vote du budget. Après toute la propagande qu'ils en ont fait, et les illusions qu'ils ont entretenues, lorsque la nouvelle est tombée que le budget de Lelong était passé et que Chirac annonçait qu'il n'était pas question de négocier, beaucoup de ceux qui avaient cru aux boniments des révisos sont tombés de haut.

Mais malgré tous ces coups de poignards des révisos-réformistes, beaucoup d'entre nous continuaient d'avoir le moral, et notre détermination était de plus en plus grande. C'est pourquoi les révisos, soucieux depuis leur congrès de redorer leur blason, cherchent à se faire passer pour des purs et durs, en renchérissant sans cesse pour continuer la grève « coûte que coûte ».

Mais en même temps ils renforcent leur tactique « démocratique ». En effet, depuis quelque temps, les A.G. les gênaient et ils avaient réussi à les supprimer purement et simplement. Les grévistes n'avaient plus que la ressource d'aller aux meetings quotidiens ou aux réunions de militants C.G.T.-C.F.D.T., où le Programme commun est toujours en filigrane derrière les interventions. Les bonzes avaient le monopole de l'organisation de la grève. Aussi, quelle ne fut pas la surprise de tous lorsque le 21 novembre (le lendemain du vote du budget), ils déclaraient à la tribune du meeting : « Camarades, cette grève a été décidée démocratiquement par tous, service par service. Nous pensons que c'est à tout le monde, service par service, de décider démocratiquement de continuer le mouvement. » Inutile de dire que tout le monde interpréta cela comme un conseil pour la reprise du travail. Mais parallèlement, les révisos faisaient courir le bruit que « il y a des négociations dans l'air, il faut tenir jusqu'à lundi » (!). Finalement, en A.G., on vota la grève

jusqu'à lundi... Et le lendemain, outre que quelques-uns, écoeurés, avaient repris le travail, les bonzes annonçaient dans un communiqué par tract, puis à la tribune du meeting, que « contrairement à un bruit, la C.G.T. n'a jamais appelé à la reprise du travail ! »

Voilà comment, en combinant habilement une ligne gauchiste et droitiste, les dirigeants révisionnistes entendent contrôler les luttes de la classe ouvrière et les récupérer à leurs fins de cuisine électoraliste. Mais ils sont contraints de jouer de plus en plus serré, et de plus en plus nombreux sont ceux qui comprennent leur trahison !

Comme dit la chanson :

« Ça branle dans la manche, les mauvais jours finiront... »

Correspondant H.R.

P.S. — Une anecdote permet de comprendre que si nous avons pu avoir un comité de grève, celle-ci aurait été suivie à 100 % depuis le début jusqu'à la fin. En effet, le 21 novembre, la direction se croyait forte et décidait de frapper un grand coup. Ils convoquèrent à la R.P. la brigade départementale (du moins les morceaux qui n'étaient pas en grève) et mirent des « rouleaux » sur les tournées des grévistes. Immédiatement, comme un seul homme, tous ceux qui avaient repris le travail, certains depuis longtemps déjà, arrêtaient le travail et se rassemblèrent devant le bureau des C.D.D.I., annonçant qu'ils allaient ressortir dehors en grève. Devant une telle action, la direction fut contrainte de faire marche arrière et de laisser les tournées des grévistes à découvert. Ce fait illustre que ceux qui ne sont pas grévistes soutiennent les grévistes ! Ça prouve bien que les dirigeants des syndicats, en ne les mobilisant pas, ont bien trahi la grève. C'est la preuve par 9 de leur trahison !

## PÉRIGUEUX :

La grève des travailleurs des PTT a connu, en Dordogne comme dans tout le pays, une ampleur et une fermeté inégalées. Devant ce mouvement irrésistible qu'ils ne contrôlaient pas, les révisionnistes se sont affolés et ont tenté, en bons chiens de garde des patrons, de saboter le magnifique combat de classe des travailleurs.

Dès le 6 novembre, quelques jaunes de F.O., à l'appel du sieur Bergeron et de ses maîtres gouvernementaux, avaient repris le travail. Mais leur attitude honteuse était restée isolée. Et de façon tout à fait nouvelle, plusieurs adhérents de F.O. avaient participé le soir même à l'assemblée générale quotidienne des grévistes qui avait décidé de poursuivre la grève.

Le jeudi 7, on a senti que quelque chose de bizarre se passait. Lors de l'assemblée générale quotidienne, le soir, les voici qui présentent « en toute objectivité » le protocole d'accord proposé par le « ministricule » Lelong. A l'unanimité, les postiers repoussent le contrat de dupes.

Les dirigeants vont-ils tenir compte de la volonté de la base ? Pour être « certains » de la fermeté des postiers, ils décident séance tenante d'organiser un vote à bulletins secrets. Résultat : 187 pour la poursuite de la grève, 65 pour la reprise du travail (dont les 18 grévistes de la recette principale, militants sincères qui croient que le travail reprend dans les autres villes : on leur a dit qu'il n'était pas possible de prendre contact avec les grévistes des autres centres !)

Croyez-vous que cette volonté aussi

nette, une nouvelle fois exprimée, ait quelque valeur pour les dirigeants-traitres ? Pas le moins du monde. En dépit du refus du protocole, en dépit d'un vote à 75% pour la poursuite de la grève, quelques minutes plutôt, ils décident l'arrêt du mouvement et imposent aux postiers la reprise du travail pour le lendemain 8 novembre — par souci d'unité des organisations syndicales !... Les dirigeants du syndicat CGT, à la tête duquel se trouve Sabourdy, membre fédéral du P.C.F., organisent immédiatement, avec la bénédiction des patrons, la reprise du travail au centre vital de la grève, le centre de tri postal.

Dans le journal régional du P.C.F. l'Echo du Centre, le résultat de cette trahison inouïe sera donné dans un article visqueux intitulé : « Aux PTT, le capital de lutte est préservé » (!) Les révisionnistes, pour camoufler leur sabotage, n'indiquent même pas — et pour cause — qu'un vote a eu lieu. Ils précisent par contre avec une belle assurance que « la reprise du travail a été décidée dans tous les services » et en conclusion « que le travail a repris ».

Comme par hasard les radios claironnent dans la journée du 8 novembre que le centre de tri de Périgueux — le premier de tous — a repris le travail et que c'est l'annonce de la fin de la grève dans le pays. Les postiers du centre de tri sont stupéfaits : leurs dirigeants syndicaux leur avaient dit que le travail reprenait partout ? De plusieurs centres de tri en France leur parvinrent des appels téléphoniques : « Mais pourquoi avez-vous

repris ? Vous n'allez pas lâcher vos camarades ! »

Du coup, les postiers découvrent le sabotage et la supercherie des révisionnistes. Le jour même de la reprise du travail, à la relève de service de 20 heures au Centre de tri, ils se rassemblent et décident de reprendre la grève !

Les révisionnistes traitres ne peuvent plus alors s'opposer au mouvement. Et dans leur journal, quelques colonnes plus loin que leur article ronronnent sur « la préservation du capital de luttes », ils sont obligés de passer en catastrophe un entrefilet de quatre lignes pour annoncer — quand même — que les postiers du Centre de tri du

bureau-gare ont décidé de poursuivre la grève...

C'est une gifle magistrale pour les dirigeants syndicaux. Et pour beaucoup de travailleurs, notamment les militants C.G.T., c'est la première expérience concrète d'une trahison de leurs « responsables ». Même si ces travailleurs trompés n'ont pas pour l'instant manifesté publiquement leur révolte et analysé cette situation politique, leur désarroi se manifeste clairement et ils se posent des questions graves. Dans les combats futurs ils verront encore plus clair et comprendront quels sont les véritables défenseurs des intérêts de la classe ouvrière.

Correspondant H.R., le 11-11-74.

<p><b>Herbes Sauvages</b> 72, rue de Belleville 75020 PARIS</p>	<p><b>La force du livre</b> 33, rue Leynaud LYON (1<sup>er</sup>)</p>
<p><b>DEUX LIGNES OPPOSEES DANS LE MOUVEMENT SYNDICAL MONDIAL de FILIP KOTA</b></p> <p>Membre du Conseil central des Unions professionnelles d'Albanie et chef du département international du C.C. des U.P.A.</p>	
<p>L'exemplaire : 12,40 F.</p>	

# LES SOCIAUX IMPERIALISTES PRETENDENT DOMINER LE MONDE

## Les divagations des nouveaux tsars

Il y a des gens qui vivent au 20<sup>e</sup> siècle et se présentent souvent comme des « héritiers du marxisme-léninisme ». Or, ces gens-là ne font que se bercer des rêves d'expansion territoriale des colonialistes de la vieille école.

Récemment, dans un article intitulé « pour l'honneur de la patrie », le périodique « Ogoniok », publié par la clique Brejnev, s'est étendu en longueur sur une soi-disant « importante découverte géographique » faite il y a 80 à 90 années par un groupe d'« explorateurs » colonialistes conduits par l'officier tsariste Prjevalsky alors qu'il recueillait des informations dans la partie occidentale de la Chine. Qu'avait-il découvert ? a en croire cet article, le lob nor, au Sinkiang, aurait été « découvert par lui (Prjevalsky) dès 1876 » et les lacs de Oring Nor et Tsaring Nor aux sources du fleuve jaune, auraient été également « explorés pour la première fois » en 1884 par cette « équipe d'exploration », et le chef de cette équipe « a donné à un un ces lacs le nom de « lac des Russes » et à l'autre l'appellation de « lac de l'Equipe d'exploration » et ceci en vertu de son droit en tant que premier explorateur. » Cette « équipe d'exploration » ainsi que les autorités tsaristes avaient également donné à des chaînes de montagne et à des pics de l'Ouest de la Chine les noms de « Chaîne de Moscou », « Chaîne de Prjevalsky », « Pic du Kremlin »...

Depuis les temps anciens, le peuple chinois aux différentes nationalités a vécu sur la vaste terre chinoise qui comprend la partie occidentale de la Chine, laquelle est mentionnée dans beaucoup de livres d'histoire, y compris un vieux traité de géographie chinoise, le « Yu Kung » datant de la période des royaumes combattants (475 à 221 av. J.-C.). Les montagnes et les cours d'eau, les déserts, le climat et les produits de cette région aussi bien que son contexte social ont été décrits en détail dans deux livres de la dynastie Han, le « Shi Ji » (annales historiques) qui date du 1<sup>er</sup> siècle av. J.-C. et le « Han Shu » (histoire de la dynastie Han) datant de la fin du 1<sup>er</sup> siècle et du début du 2<sup>e</sup>.

Prenez par exemple le Lob Nor. Suivant le « Shi Ji », au 2<sup>e</sup> siècle av. J.-C., Tchang Tsien, un dignitaire de la dynastie des Han, s'était rendu dans cette région qui s'appelait en ce temps-là Yen Tsé ou Pou Tchang Hai. Un autre livre de géographie chinoise de la dynastie des Wei du Nord, le « Shui Jing Zhu », (notes au « livre sur les eaux ») datant du début du 6<sup>e</sup> siècle, fournit une description détaillée de ce lac et les différents noms sous lesquels il avait été successivement connu. Au début de 1755, les autorités Tsing avaient envoyé du personnel effectuer une série de levées de terrain géographiques dans l'Ouest de la Chine. Sur la base de ces données, on a compilé une collection de cartes et d'exposés explicatifs concernant le territoire occidental de l'empire, ouvrages qui ont reçu l'approbation impériale et ont été intitulés « Qing ding huang yu xi yu tu zhe » : le nom Lob Nor y figure. « Nor » signifie en mongol lac. Citons un autre exemple, celui des lac Oring Nor et Tsaring Nor, aux sources du fleuve Jaune. Ils sont mentionnés dans le « Yu Kung », ouvrage de la période des royaumes

combattants. Le « Jiu Tang Shu » (vieux histoire de la dynastie des Tang) et le « Xing Tang Su » (nouvelle histoire de la dynastie des Tang) rapportent que Hou Jun Li et Dao Zhong, dignitaires de la dynastie des Tang, s'étaient rendus aux sources du fleuve Jaune en 635. Selon le « Yuan Shi » (histoire de la dynastie des Yuan), le gouvernement chinois d'alors envoya des fonctionnaires pour prospecter les sources du fleuve Jaune, en 1280, et déterminer l'emplacement exact de ces deux lacs qui ont reçu à l'époque de nom de « Ala Nor ». En 1704, le gouvernement chinois dépêcha des fonctionnaires pour effectuer une autre prospection des sources du fleuve Jaune. Dans le livre « Ho Yuan Ji » (annales des sources du fleuve Jaune) écrit sur la base de cette prospection, les noms de ces deux lacs sont mentionnés comme suit : « Oring » et « Tsaring ». Ces entités géographiques figurent dans les livres d'histoire de Chine datant de mille à deux mille ans avant que n'apparaisse le mot tsar, titre des empereurs de Russie. Les gouvernements chinois du passé avaient établi des prospections complètes de ces endroits. Brejnev et Cie présentent comme une « importante découverte géographique » de ces entités géographiques la pénétration des « explorateurs » russes dans cette région de la Chine il y a 80 à 90 ans, pénétration qui visait à y recueillir des informations. Ils ont même allégué que ces « explorateurs » ont été leurs « premiers chercheurs ». C'est là, vraiment, le comble de l'absurdité !

Pourquoi Brejnev et Cie s'emploient-ils avec tant de zèle à faire la réclame de cette camelote ? Il est évident qu'ils ont un but inavouable.

Dans une déclaration du gouvernement, en 1969, la clique de Brejnev allégué qu'avant la dynastie des Tsing, « à l'Ouest, la frontière chinoise ne s'est pas étendue au-delà des provinces du Kansou et du Setchouan ». Or, à présent, ils disent que beaucoup d'endroits de l'Ouest de la Chine avaient été « découverts » par leurs prédécesseurs, les vieux tsars, et parlent avec volubilité de ce qu'ils appellent leurs « droits » en tant que « premiers explorateurs ». Les viles intentions contenues dans ces affirmations de la clique Brejnev sont claires pour tout le monde et n'appellent pas d'explications.

La clique Brejnev semble avoir récemment trouvé un plaisir particulier à changer les noms de certaines localités. L'année dernière, elle a substitué des noms russes aux noms Hans ou Mandchous de certains endroits arrachés à la Chine par les vieux tsars. Et voilà qu'à présent, elle donne une large publicité au procédé scandaleux des vieux tsars qui consistait à baptiser à la russe certaines localités de la Chine de l'Ouest. L'année dernière, elle a agi dans le but de couvrir l'agression et l'expansion criminelles perpétrées par ses prédécesseurs, les vieux tsars : sa récente entreprise montre qu'elle a hérité des oripeaux des vieux tsars ainsi que de leurs desseins agressifs et expansionnistes.

Ces messieurs, les révisionnistes soviétiques, s'intéressent non seulement aux soi-disant « découvertes

géographiques » des vieux tsars en Chine, mais aussi et très vivement aux « découvertes géographiques » des vieux tsars dans toutes les parties du monde. A propos de l'archipel Kourile, qui comprend quatre îles septentrionales du Japon, ils prétendent, dans l'« histoire de la grande guerre patriotique de l'Union soviétique de 1941 à 1945 », que des « émigrés russes » furent les « premiers à découvrir » ces îles, comme si une telle assertion pouvait fournir un « fondement » à leur occupation permanente des quatre îles du Nord du Japon. Un autre livre, « La marine en temps de guerre et de paix », écrit par un amiral de la flotte soviétique tout récemment, prône aussi les « découvertes géographiques » des « explorateurs » russes. Cet ouvrage prétend que « non seulement l'Alaska ainsi que les îles et les terres voisines de l'Amérique du Nord, mais aussi une partie de l'actuel Etat américain et de la Californie, ont été prospectées d'abord par les Russes » et que des « explorateurs » russes ont aussi découvert « de nombreuses îles de l'océan Pacifique », lesquelles « ont toutes été baptisées de noms d'éminents Russes ». Puis, cet amiral n'a pu se retenir de déclarer : « Ayant la première découvert ces endroits, la Russie était pleinement en droit de les occuper. » Cela révèle on ne peut mieux les ambitions effrénées de Brejnev et compagnie lorsqu'ils parlent à satiété des « découvertes géographiques » de leurs prédécesseurs : en d'autres termes, ils veulent maintenir les endroits qui ont été autrefois occupés par les vieux tsars et ont l'intention de s'emparer des localités que ceux-ci avaient « découvertes » sans les occuper. Les nouveaux tsars ont vraiment grand appétit !

Les jours où les colonialistes pouvaient faire la pluie et le beau temps sont à jamais révolus. Les « entreprises » coloniales lancées aux quatre vents et le système colonial s'est désagrégé. Mais Brejnev et compagnie sont tellement obsédés par l'hégémonie mondiale qu'ils font les mêmes rêves que les colonialistes du passé et se bercent de l'illusion d'occuper les territoires d'autres pays. Nous tenons à avertir ces messieurs les révisionnistes soviétiques que les chemins battus du colonialisme mènent à une impasse et qu'ils feraient mieux de mettre un terme à leurs divagations !

Agence Chine Nouvelle.

Commandez... diffusez...

LE  
SOCIAL-IMPÉRIALISME,  
DANGER PRINCIPAL  
EN EUROPE

2,80 F

## Un exemple de propagande militariste :

### le film soviétique "l'Océan"



Une des dernières superproductions cinématographiques soviétiques, « l'Océan », est un film de propagande militariste à 100 %, actuellement projeté sur tous les écrans des grandes villes de l'URSS.

Sous le couvert d'un sujet à l'eau de rose digne de « Love Story », ce film est destiné à redorer le blason de l'armée soviétique, qui n'a plus rien à voir avec la glorieuse Armée Rouge de Lénine et Staline, et qui a beaucoup perdu de son prestige auprès du peuple, surtout après l'invasion de la Tchécoslovaquie. On essaie donc de nous montrer la flotte sous un jour rassurant. On ne voit les officiers que chez eux, jamais sur les bateaux, jamais dans leurs activités militaires.

Ce film est destiné à glorifier une flotte qui est devenue capable de faire planer sa menace sur toutes les mers du monde, par le biais de personnages d'officiers supérieurs, commandant les flottes russes dans l'Atlantique, le Pacifique, l'Océan Indien, la mer de Barents, l'Océan Arctique, la Baltique, la Méditerranée, la Mer Noire, etc.

Ces personnages d'officiers sont des spécimens de « communistes » à la Brejnev. Ils ne discutent jamais les ordres ou les affectations qu'ils reçoivent, soi-disant pour bien accomplir leur devoir. En fait, ils essaient, par leur exemple, d'encourager les gens à ne pas se poser de questions sur le rôle qu'ils jouent dans la société. « Il est normal, que la flotte militaire sovié-

tique croise dans tous les océans du monde » : voilà l'idée que ce film veut mettre insidieusement dans la tête de tous !

Ce film reprend les mythes militaristes les plus réactionnaires, les plus éculés. Les officiers sont des Apollons, ressemblant aux héros des films américains. Les femmes tombent à leurs genoux. Dans un soi-disant « pays socialiste », elles n'ont rien d'autre à faire que de les attendre : la femme, n'est-ce pas, est faite pour le « repos du guerrier »...

Le mode de vie des héros de film est tout ce qu'il y a de plus bourgeois : bals en grande tenue dans la tradition de l'armée tsariste, réunions mondaines « très parisiennes » chez l'un ou l'autre, etc. Dans tout le film, on ne voit pas un seul marin ! Depuis longtemps déjà, les dirigeants du Kremlin et leurs serviteurs ne font même plus semblant de se soucier du peuple soviétique.

Pour tenter d'assurer le maximum de succès à ce film, les révisionnistes soviétiques n'ont reculé devant aucun moyen technique ou financier : grand écran, technicolor, acteurs célèbres comme Tatiana Samoilova, projection simultanée dans les plus grandes salles, panneaux publicitaires gigantesques à tous les coins de rue.

Mais le peuple soviétique ne se laisse pas prendre facilement à cette propagande scandaleuse : malgré tous les efforts déployés, les salles restent chaque jour aux 3/4 vides.

## La course aux armements

Brejnev et Ford se seraient entendus pour limiter le développement des armements stratégiques... et signeraient un accord en 1975... Comme celui de 1972... dont on sait qu'il est un chiffon de papier destiné à tromper les peuples et à ACCELERER la course aux armements...

Car depuis 1972, la course continue à folle allure par la multiplication des M.I.R.V. et récemment encore des M.I.C.B.M. (missile balistique intercontinental mobile). Le 25 octobre, le Pentagone a effectué un essai du M.I.C.B.M. de type Minuteman ; du 20 au 23 octobre, les révisionnistes soviétiques ont achevé une phase de lancement de « fusées vectrices » (la deuxième du mois) ; ils construisent 151 silos pour abriter des M.I.C.B.M. de type nouveau...

Curieuse limitation en vérité ! Autre exemple : en juillet dernier,

signature d'un accord sur les essais nucléaires souterrains. Depuis, jamais l'U.R.S.S. de Brejnev n'a effectué autant d'essais. Dernier en date, celui du 2 novembre, d'une force de 3 à 4 mégatonnes ! En effet, l'accord de juillet n'entre en vigueur... que le 31 mars 1976 : d'ici là, les deux superpuissances ont les coudees franches ; par ailleurs « l'accord » ne vise pas les explosions à « fins civiles » ! Autant dire, là encore, que le prétendu « accord » joue comme un ACCELERATEUR dans la course aux armements nucléaires entre les deux superpuissances qui rivalisent pour la mise au point d'armes plus puissantes et plus sophistiquées (construction de petites ogives, mise au point de leur plan, développement de leur puissance d'explosion, etc.).

Quelques faits qui en disent long sur la « détente irréversible » saute Brejnev-Ford !

## chantage fasciste

Le Comité de Perpignan de l'Association des Amitiés franco-chinoises a organisé du 18 novembre au 2 décembre une exposition photographique sur la République populaire de Chine au Palais des Congrès de cette ville.

Dimanche 24 novembre devait se produire dans une autre salle du Palais des Congrès un ensemble artistique soviétique : « l'Ensemble du Caucase ».

Quelle n'a pas été notre stupéfaction d'apprendre que le directeur de cette troupe mettait comme condition à la présentation de son spectacle la fermeture de notre exposition.

Notre Association élève une protestation indignée contre ce diktat et contre cette intrusion dans la vie de notre pays.

Elle voit dans cette démarche un aveu de faiblesse de gens qui craignent la vérité sur la Chine, au moment où M. Brejnev rejette les propositions chinoises de négociation tout en continuant à maintenir des troupes d'agression aux frontières de la Chine.

N'est-ce pas là, pour un pays qui se dit socialiste, une manière d'agir typiquement impérialiste ?

Le secrétariat des Amitiés franco-chinoises

## Intrusions soviétiques au Canada

Selon une information diffusée ce matin par la société Radio-Canada (cbc) citant les milieux militaires canadiens, des avions militaires et des sous-marins nucléaires soviétiques font souvent intrusion dans l'espace aérien et dans les eaux territoriales du Canada.

Les vols de reconnaissance soviétiques au-dessus du territoire nord du Canada ont été confirmés par une dizaine d'officiers, a rapporté CBC. Un opérateur de radar militaire travaillant dans le nord du Canada a révélé au reporter de CBC que des bombardiers soviétiques survolent souvent le Canada jusqu'à des centaines de kilomètres des grandes villes telles que Toronto, Montréal, Vancouver et Winnipeg.

CBC a rapporté en outre que les experts du ministère de la défense du Canada étaient inquiets des activités des sous-marins soviétiques dans la région arctique canadienne. Deux officiers canadiens ont déclaré que des navires et des sous-marins soviétiques stationnaient pendant toute l'année au large des côtes canadiennes. Plusieurs de ces bâtiments sont à propulsion nucléaire et armés de missiles balistiques, ont-il ajouté.

(Agence Chine Nouvelle.)

## Une "erreur" de la Pravda

Le Monde du 30 novembre 1974 se fait l'écho d'une nouvelle dont on chercherait vainement un démenti dans les colonnes de l'Humanité. En bref, un représentant de l'Agence Tass, interviewant Yasser Arafat, actuellement à Moscou, lui fait dire dans les colonnes de la Pravda... les mêmes choses que M. Brejnev, à savoir : « La seule condition préalable à une paix durable au Proche-Orient... (implique) une garantie solide de la sécurité et de l'indépendance de tous les Etats entraînés actuellement dans le conflit par le fait accompli israélien. »

Le lendemain La Pravda publiait la même interview, à une exception près : les références aux « garanties sûres » avaient disparu.

Les sociaux-impérialistes qui défendent publiquement l'existence d'Israël, sont coutumiers de ce genre de tour de passe-passe. C'est ainsi que leurs organes de presse, faisant état du discours d'Arafat aux Nations-Unies, ont reproduit les passages réclamant le droit à l'édification d'une « autorité nationale sur les territoires occupés », mais ont passé sous silence la partie du discours relative à « la création d'un Etat palestinien sur toute la Palestine ».

Ainsi que l'a déclaré le représentant chinois à l'O.N.U., ces faits prouvent que « le peuple palestinien doit être rétabli dans tous ses droits nationaux et, en même temps, il est nécessaire de maintenir une haute vigilance et de combattre fermement tous les complots des superpuissances d'agression, de subversion, de contrôle et d'intervention contre la Palestine et les pays arabes, ainsi que leurs peuples ».

## Brétigny : Les révisionnistes ont peur de l'Albanie rouge !

Le Comité local des Amitiés franco-albanaises pour sa première apparition à l'occasion du 30<sup>e</sup> anniversaire de la libération de l'Albanie a voulu lancer un appel important à la population.

Le samedi matin, trois amis de l'Albanie collaient 90 affiches, le samedi soir, toutes à l'exception de 3 étaient recouvertes par les affiches du XXI<sup>e</sup> congrès révisionniste. Deux jours après, 50 autres étaient de nouveau apposées sur les murs de la ville, le lendemain soir elles étaient aux trois-quarts de nouveau couvertes. Enfin, un troisième collage eut lieu dont la moitié disparut rapidement.

Par ailleurs, La Marseillaise, journal révisionniste local n'a pas passé l'article du Comité qui lançait un communiqué pour la soirée qu'il organisait.

Après enquêtes et visites diverses aux différents responsables, aucune explication n'a pu être fournie, si ce n'est qu'il n'y avait plus de place dans le journal.

Les responsables du P. « C. » F. et de la C.G.T. du coin ont fait courir bruits et calomnies (ou ce qu'ils croyaient être des calomnies...) sur l'Albanie et le Comité en dissuadant les gens de se déranger. La preuve en est : cette révisionniste qui déclarait qu'il était normal que les affiches soient recouvertes puisque « l'Albanie c'est pro-chinoise »...

Une fois encore le révisionnisme a montré son vrai visage anticommuniste, mais ses pratiques qui prouvent sa peur de l'Albanie socialiste n'empêcheront pas l'amitié des deux peuples de se développer.

Correspondant H.R.

Commandez notre affiche

« Socialistes en paroles... impérialistes dans les actes »

# AVORTEMENT : UN PROBLÈME POLITIQUE

Dans la nuit du 28 au 29 novembre dernier, l'Assemblée Nationale, après un long débat, plusieurs fois reporté, a enfin adopté une nouvelle législation sur l'avortement, tirant ainsi un trait sur l'odieuse répression de 1920. Non sans mal, le chantage au meurtre ayant été clamé sur tous les tons sur les bancs de l'hémicycle.

Condamnant les femmes à avorter clandestinement sous peine d'amendes et de prison, cette loi était responsable chaque année, de la mort de plusieurs centaines d'entre elles, de la mutilation de milliers d'autres, du risque et de la peur encourus par près d'un million de femmes. Au risque qui, d'ailleurs, était loin d'être le même pour toutes. Les femmes de la bourgeoisie recourant aux confortables, sûres (et chères !) cliniques de Londres, Genève ou Neuilly; les femmes du peuple, elles, souvent contraintes de recourir à l'avortement à cause des conditions de vie imposées par le capitalisme, se « débrouillaient »... mais à quel prix.

La nouvelle législation, relativement libérale, représente un net progrès. Désormais l'avortement n'est plus un délit et peut être pratiqué librement : « la femme enceinte que son état place dans une situation de détresse peut demander à un médecin l'interruption de sa grossesse avant la fin de la dixième semaine de cette grossesse. » L'important, par rapport aux projets précédemment envisagés, est que c'est à la femme et à elle seule qu'appartient l'appréciation de son « état de détresse ». L'avortement thérapeutique, lui — en cas de danger grave pour la santé de la mère ou de l'enfant — peut être pratiqué à tout moment.

Mais elle conserve toutefois des insuffisances graves : interdiction de toute publicité et surtout refus de remboursement par la Sécurité Sociale. Or, un avortement pratiqué en milieu hospitalier coûtera désormais 850 F environ. Cette disposition rejette vers la clandestinité et l'insécurité toutes celles qui ne pourront supporter les frais d'un avortement légal. Libre, l'avortement ne l'est donc pas vraiment dans la mesure où il n'est pas gratuit.

Telle quelle, cette nouvelle législation représente pourtant une première victoire. Pas pour Giscard qui tente de s'en attribuer le mérite pour redorer son blason « libéral ». Non ! Cette victoire appartient à tous ceux, hommes et femmes, qui, ces dernières années, ont lutté pour l'abrogation de la loi de 1920. Une lutte courageuse et obstinée bafouant ouvertement l'ordre bourgeois, sa légalité, ses flics et ses tribunaux. Car avant d'être supprimée par les députés, la loi de 1920 avait été jugée, condamnée et exécutée par les masses populaires et particulièrement les femmes, à tel point que les tribunaux bourgeois n'osaient même plus l'invoquer et l'appliquer alors qu'elle est ouvertement violée tous les jours.

Une lutte qui reposait sur leurs seules forces, les partis politiques bourgeois — qu'ils soient de droite ou de gauche — s'abstenant prudemment de prendre position dans un débat qui, de toutes façons, était susceptible de faire perdre des voix aux élections. Voilà une absence qui est bon à rappeler, notamment au P.C.F., qui tente maintenant de tirer les marrons du feu à son profit. Son Programme Commun pourtant, ne comporte que quelques lignes sur cette question.

Les marxistes-léninistes, eux, ont soutenu la juste exigence des femmes pour l'avortement libre et gratuit. Mais pas n'importe comment. D'une part parce que l'avortement ne peut pas être un instrument privilégié de la régulation des naissances. C'est à

la contraception que revient ce rôle et la lutte pour l'un ne peut être séparée de la lutte pour l'autre.

D'autre part, contrairement au courant idéologique petite-bourgeois qui s'est largement exprimé sur ce thème, leur lutte pour l'obtention de l'avortement libre et gratuit — que Lénine assimilait à une lutte pour l'élargissement des libertés individuelles, démocratiques — ne vise pas à « libérer » les femmes pour elle-mêmes, pour la seule satisfaction individuelle, mais pour les inciter à consacrer leurs forces et leur énergie au service de la Révolution. Ce sont là deux conceptions du monde radicalement opposées.

Enfin parce que ce problème est un problème politique qui concerne l'ensemble de la classe ouvrière et du peuple car il touche à la question démographique, à la politique de natalité

de notre pays. Hypocritement enseveli sous des flots de considérations moralisatrices, ce problème a été, au fond, au centre du débat sur l'avortement. La bourgeoisie capitaliste de notre pays sait bien que pour des raisons de profit et de défense nationale, au service de ses intérêts, il faut que le peuple fasse des enfants. Mais elle ne veut pas financer cette politique par des investissements, des équipements sociaux non rentables pour ses profits. Au peuple de se débrouiller !

Quand le prolétariat de notre pays aura pris le pouvoir, il aura lui aussi à élaborer et définir son orientation en matière de démographie. Il se peut que les impératifs de production et d'indépendance nationale au service du peuple le conduisent à encourager la natalité. Alors que se passerait-il pour les femmes ? Serait-ce pour elles, au fond, sur ce point, la même situation

que sous le capitalisme ? Absolument pas, et ceci pour deux raisons :

D'une part parce que l'Etat prolétarien, qu'il estime nécessaire de freiner la natalité — comme en Chine — ou de l'encourager — comme en Albanie — se préoccupe de toutes façons de démocratiser la famille, de socialiser les tâches domestiques, de libérer les femmes pour la révolution, et y consacre les investissements et les efforts nécessaires.

D'autre part, parce que si les couples, les femmes, appliquent une politique de natalité contraire à celle qu'il préconise, il considère cette contradiction comme « au sein du peuple » et s'emploie donc à la résoudre par la persuasion pas par la menace de la coercition. Une preuve supplémentaire que la dictature du prolétariat est bien infiniment plus démocratique que n'importe quelle « démocratie » bourgeoise.

Annie BLUNEL



Manifestation à Grenoble.

## GISCARD, DÉMAGOGUE ? OUI, MAIS...

Chaque mois, Giscard viendra nous présenter ses réflexions, « en tête à tête », « au coin du feu », « pour que vous sachiez qui vous conduit et où vous allez ». Quel programme alléchant que de connaître au fur et à mesure ce que pense et ce que fait le « conducteur » Giscard ! Mais la « première » du 26 novembre montre bien quel torrent de démagogie et de cynisme va être ainsi déversé !

Giscard ose se prétendre le président de tous les Français : « Profondément, pour moi, tous les Français sont les mêmes : ingénieurs et éboueurs... ». « Contrairement à ce qu'on vous dit, le gouvernement en France n'est aux ordres de personne, n'est au service de personne ». « Il faut répartir les difficultés de la manière la plus juste possible entre tous les Français ». Finie la lutte des classes !

Il veut nous faire croire qu'il va transformer radicalement la société : « Le fil conducteur du changement de la société française. C'est de réduire les différences entre les

Français, l'écart excessif de leurs ressources, l'inégalité évidente des chances de leurs enfants, le manque de considération pour ceux qui, partout, sont situés au bas des hiérarchies ! On va finir par croire que Giscard vient d'adhérer au P.C.F. !

Il se présente comme celui qui maintient le plein emploi : « Voici qu'apparaît une sérieuse menace sur l'emploi. J'ai été le premier, je crois, à me préoccuper de ce problème. Le gouvernement fera le nécessaire à temps pour vous protéger du chômage ». Dans le même temps, le nombre de chômeurs augmente de 100 000 par mois, approchant un million !

Sur le plan international, Giscard fait chorus aux Brejnev pour parler de détente : « Je m'efforcerais de servir la paix, lors de nos rencontres avec nos partenaires de l'Est, en développant avec eux notre coopération politique et économique et en nous efforçant de passer de la détente à l'entente ». Face au social-impérialisme de l'URSS, danger principal contre l'indépendance na-

tionale de la France, Giscard se déclare prêt à favoriser ses ambitions d'hégémonie et de domination. Il insiste sur le fait que la France reste bien un pays colonialiste : « Je rencontrerai, dans le département français de la Martinique, le président des Etats-Unis ».

Deux constatations s'imposent : en entendant parler Giscard, on aurait cru entendre Mitterrand ou Marchais, arrivés au gouvernement, tenant le même discours mystificateur mais pratiquant la même politique bourgeoise visant à faire payer la crise capitaliste par la classe ouvrière et les masses populaires.

Et justement le caractère démagogique de cette intervention fait partie de toutes les mesures prises depuis les présidentielles pour préparer l'arrivée au gouvernement de Mitterrand et des révisionnistes, seuls à même, vu le poids qu'ils ont encore sur les travailleurs, de leur faire accepter de payer les frais de la crise, d'assurer une survie au système capitaliste.

# Etats-Unis : suivre l'exemple des mineurs

## La crise se développe :

— 6% de chômeurs « officiels » actuellement (11% pour les ouvriers noirs), soit plus de 5,5 millions (1,2 millions de plus qu'il y a un an; 225.000 « officiels » pour la seule ville de New-York).

— 15% d'augmentation des prix des produits alimentaires depuis l'été 1973.

— 5,2% de régression du pouvoir d'achat de la classe ouvrière depuis un an.

— Déficit commerciaux,

— Le plus grand taux d'inflation depuis 1947 (12% pour les neuf premiers mois de l'année).

— Une chute de 4,5% du P.N.B. (Produit National Brut), est prévue par le Conseil Economique de la Maison-Blanche.

Voilà en quelques chiffres, les principales caractéristiques de l'économie américaine en récession.

La situation est mauvaise pour la super-puissance U.S., et ce n'est pas seulement sur la scène internationale où elle se voit systématiquement dénoncée (avec le social-impérialisme russe) par la Chine, l'Albanie et les pays et peuples du Tiers-Monde; mais aussi dans sa propre maison. Ce soldisant « pays des rêves » est un des plus touchés par la crise.

des locataires refusant de payer le loyer est passé de 40 à 700 familles. La lutte a fait ensuite tâche d'huile dans d'autres quartiers de la ville. Les autorités du logement ont recouru à la menace comme à la séduction, et même à l'arrestation de dirigeants de la lutte dans la tentative d'étouffer cette lutte. Cependant, tous leurs complots ont échoué.

Sous la pression d'une telle lutte prolongée, les autorités du logement ont été forcées à accepter les demandes des locataires le 17 juillet dernier.

De nombreuses grèves ont éclaté ces derniers mois, comme la grève du corps enseignant à New-York, les travailleurs de TWA, les ouvriers de General Motors, les mineurs de l'Etat de Kentucky.

## Développement du chômage

En réalité près de 10% de la population active.

### Dans le bâtiment.

Cette branche emploie 4,3 millions d'ouvriers, soit la main d'œuvre la plus importante de tous les secteurs industriels U.S.. Elle est un des trois importants piliers de l'industrie; et c'est là que les ouvriers sont le plus touchés par le chômage (12,9%), et la production industrielle a diminué de 56% par rapport à janvier 1973.

L'hebdomadaire américain « Time » indique dans un article : « L'industrie du logement est entrée dans sa crise la plus profonde depuis 1930... »

Selon des informations de la presse américaine, le taux de chômage des menuisiers en certaines parties de l'Etat de New-York s'est élevé à 50% et environ un quart des électriciens employés dans la construction à Détroit sont chômeurs. A Chicago, il y a peut-

être trois personnes sur quatre qui n'ont pas de travail. Certaines grandes entreprises d'architecture ont diminué leur personnel de 70%.

La plupart des industries sont touchées.

### Dans l'automobile

Cinq des six usines de montage de Chrysler ferment leurs portes pendant plus d'un mois : du 28 novembre au 6 janvier. D'autre part, la plus grande partie des 12 usines de fabrications du groupe réduiront considérablement leurs activités durant cette période. Cela conduit au licenciement « temporaire » de 63.000 ouvriers, soit plus de 63% des effectifs américains du groupe !

La « General Motors » a annoncé le 13 novembre le licenciement de 7.125 ouvriers. Le monopole « Ford » a annoncé le 15 novembre qu'à partir du 18 novembre, 9.250 ouvriers seraient renvoyés... En tout, plus de 150.000 chômeurs dans cette industrie (51.000 ont été licenciés en une semaine !). Etc....

Le comble, c'est que Ford (président de la République), dans une série d'interventions publiques particulièrement violentes, rejette les responsabilités du marasme économique actuel sur les justes réajustements du prix du pétrole par les pays producteurs.

Bien entendu, il ne parle pas des bénéfices doublés ou triplés l'an dernier des compagnies Exxon, Gulf, Mobil Oil, etc... Cela, le garant des intérêts de la plus grande nation capitaliste mondiale ne saurait le reconnaître.

### Logique du système !

Ce sont peut-être aussi les pays producteurs de pétrole qui font augmenter les prix des produits alimentaires dans des proportions effarantes ?

Et ne laissons pas dire que les prix augmentent à la production : ils ont baissé, depuis juillet 1973 de 16% !

Bien entendu, pendant ce temps-là, les intermédiaires : patrons, grossistes supermarchés, grandes firmes alimentaires — ont vu leur part augmenter de 28% ! Ici aussi, logique du système !

Comme chacun sait, les premières victimes de la crise économique sont le prolétariat et le sous-prolétariat urbain, composé en grande partie de Noirs américains, Porto-Ricains, Chicanos et autres minorités nationales.

Mais la classe ouvrière américaine ne laisse pas rogner son pouvoir d'achat et ses droits sans réagir.

## La lutte exemplaire des mineurs

Cette dernière a présenté un caractère exemplaire à plusieurs points de vue, et c'est, de plus, vu couronné de succès à la fin du mois d'août.

Les quelque 130.000 mineurs de charbon sont parmi les plus défavorisés, les plus mal nantis, mais aussi les plus conscients et combatifs éléments de la classe ouvrière américaine.

Eduqués par un riche passé de luttes syndicales et politiques — pour l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail — éléments d'avant-garde du Parti Communiste Américain d'avant-guerre, les mineurs ont une fois de plus démontré que la détermination dans la lutte était une caution pour la victoire.

engagé d'importantes luttes contre l'importation de charbon d'Afrique du Sud et ceci pour deux motifs :

- protection de l'emploi en Alabama,
- protestation contre les conditions inhumaines d'exploitation que les racistes d'Afrique du Sud réservent à leurs mineurs.

### MANIFESTATIONS

Le 16 novembre, dans plus de 30 villes, des manifestations et des rassemblements ont eu lieu, en protestation contre l'augmentation du coût de la vie et l'accroissement du chômage.

### 120.000 MINEURS EN GREVE GENERALE

Indignés par le rejet de leurs deman-



Des ouvriers de l'automobile durant une assemblée générale.

Les patrons de deux puits importants refusaient depuis des années de signer des contrats de travail avec les représentants syndicaux des mineurs (United Mine Workers) leur déniaient ainsi pratiquement tout droit syndical. (Aux Etats-Unis, chaque corporation de travailleurs est représentée par un syndicat distinct.)

Les mineurs de ces deux puits se mirent en grève en juillet 1973, pour une période de treize mois, mouvement finalement couronné de succès total, et ceci malgré les provocations fascistes des patrons :

- attaques à main armée de commandos patronaux contre les piquets de grève,
- fusillades systématiques la nuit, des maisons des grévistes, qui furent de ce fait, obligés pendant des mois de dormir à même le parquet ou dans leur cave pour éviter les trajectoires des balles,
- ratonnades des grévistes par la police fédérale,
- enfin, meurtre délibéré par balle d'un jeune mineur de 23 ans, Lawrence Jones, marié et père de famille.

Le point culminant du mouvement, fut le débrayage de solidarité des mineurs de 1200 puits, 5 jours durant, dans le pays tout entier, qui força Duke Power, le propriétaire des deux mines, à signer inconditionnellement un contrat avec U.M.W., à réintégrer les grévistes licenciés, à réviser les mesures de sécurité de la mine, à réajuster les salaires, etc....

Dans le même élan militant, les mineurs blancs et noirs d'Alabama ont

des par le patronat au cours des négociations en vue d'un nouveau contrat, les mineurs se sont mis en grève immédiatement après l'expiration du vieux contrat triennal le 11 novembre à minuit. Les mineurs exigent l'augmentation des salaires, l'amélioration des conditions de travail et la garantie de sécurité. Cette dernière question est très importante car, selon des statistiques publiées par le Département du Travail américain, le nombre des accidents dans les mines est quatre fois supérieur au nombre moyen des accidents dans les autres industries. Rien qu'en 1973, 132 mineurs sont morts par suite des accidents et 40 autres depuis les négociations commencées en septembre dernier.

La grève a forcé plus de 4.600 puits répartis dans 25 Etats, à fermer. Ces puits donnent 70% de la production houillère du pays. Cette grève nationale porte donc un coup dur à l'économie capitaliste américaine qui décline. Les secteurs métallurgiques, automobile et chemins de fer, sont les plus frappés. L'approvisionnement de certaines industries en courant électrique diminue du fait que 54% de l'électricité provient des centrales thermiques fonctionnant au charbon.

Toutes ces luttes se mènent alors que la politique du président Ford est de plus en plus contestée et qu'il se montre incapable de résoudre la crise économique qui se développe, son pouvoir de plus en plus chancelant.

Aux Etats-Unis, comme partout dans le monde, la lutte de classes s'intensifie.



SUPPORT  
MAYOR'S  
TIVE ORDER  
71  
S PUERTO RICANS  
TO WORK  
PUERTO RICAN  
CONSTRUCTION WORKERS

Manifestation de travailleurs du Bâtiment.

## Les travailleurs s'organisent pour la lutte

### Les locataires à Newark gagnent la lutte contre le loyer

La lutte contre le loyer déclenchée il y a quatre ans par quelque 1.000 familles noires dans le quartier de Stella Wright à Newark, Etats-Unis, a fini par triompher. Bravant toutes sortes de menaces de la cour et des autorités du logement de Newark, les locataires noirs ont persévéré dans la

lutte pour l'amélioration de leurs conditions d'habitation. C'est la lutte contre le loyer la plus longue de l'histoire américaine.

Pendant un temps, on a enregistré plus de 20.000 locataires refusant de payer le loyer.

C'est en avril 1970 que les locataires noirs de Stella Wright ont commencé la lutte. En peu de temps, le nombre

### Meeting anti-révisionniste à Dijon

Le vendredi 22 novembre s'est tenu à Dijon un meeting sur le thème : « contre le révisionnisme, obstacle principal à la révolution prolétarienne », qui a rassemblé 75 personnes.

Auparavant, divers communiqués avaient été passés dans la presse locale ; sur la tenue du meeting et sur le licenciement d'un militant M.L. (syndiqué CGT) brancardier à l'hôpital du Bocage (un communiqué de la cellule du PCMLF de l'hôpital a également été publié).

Le meeting commença par la lecture d'un communiqué du comité de parti du PCMLF de Dijon. Il y eut trois interventions : la première traitait de la lutte contre le révisionnisme dans le mouvement communiste international et notamment depuis la scission de 1963 orchestrée par les révisionnistes Krouchtcheviens, puis les tentatives de destruction du PCMLF.

Ensuite le camarade de l'hôpital expliqua comment s'était passé son licenciement, l'étroite collusion des révisionnistes, et l'activité des marxistes-léninistes contre ce licenciement politique.

Enfin le camarade Claude Lebrun intervint sur la question de l'emploi, la politique révisionniste sur cette question ; et la lutte économique et politique que les ML doivent mener dans les entreprises pour arracher la classe ouvrière à l'influence du révisionnisme.

Correspondant H.R.

—O—

### Meeting de célébration du 20<sup>e</sup> anniversaire du 1<sup>er</sup> novembre 54 à Saint-Etienne

A Saint-Etienne l'Humanité Rouge célèbre le 20<sup>e</sup> anniversaire du déclenchement de la lutte armée du Peuple Algérien.

Le samedi 23 novembre, plus de 130 personnes ont assisté à la réunion organisée par l'Humanité Rouge. La municipalité raciste avait pourtant tout fait pour empêcher la célébration de ce 20<sup>e</sup> anniversaire. Quelques jours avant le 23 les plus hauts responsables de la municipalité sont intervenus pour nous interdire l'accès de la Bourse du Travail, alors que nous avions retenu une salle depuis trois semaines ! Nous savons aussi que des groupes fascistes se tenaient prêts pour saboter la réunion.

Mais tous ces éléments réactionnaires d'arrière-garde n'ont pas empêché les marxistes-léninistes de l'Humanité-Rouge de tenir leur réunion. De nombreux travailleurs immigrés étaient présents. On notait aussi la présence des responsables de l'Amicale des Algériens. Après une intervention d'un camarade de l'Humanité Rouge le film « Le Charbonnier » a été projeté dans une salle comble.

—O—

### MEETINGS H.R.

#### ● BORDEAUX :

Vendredi 6 décembre, salle de l'Aiglon

— contre les deux super-puissances

#### ● CLERMONT-FERRAND :

Samedi 7 décembre

— 30<sup>e</sup> anniversaire de la République Populaire d'Albanie

#### ● CORBEIL

Samedi 14 décembre

## En avant pour l'Humanité Rouge quotidienne !

### Quelques suggestions...

#### DIFFUSION

Il semble que l'abonnement au tri-hebdo du plus de lecteurs possible est une bonne chose, et facilement réalisable ; la diffusion par nos seuls soins de l'H.R. hebdo ou quinzomadaire permettant d'être en contact régulier avec les lecteurs. Cependant, il faut qu'existent des points de diffusion fixes du type « marchands de journaux », encore que le repérage des lecteurs réguliers par les libraires pourrait être gênant. D'où l'importance de tenir régulièrement pour chaque numéro du tri-hebdo des points de vente dans nos secteurs d'intervention ; ainsi les librairies seraient utilisées par les seuls lecteurs occasionnels. Les dépôts de journaux posent le problème des bouillons. Une solution pourrait être de choisir une seule librairie par secteur et de coller massivement ses affichettes en donnant l'adresse de ce point de vente (si possible près des gares). On peut également la rappeler en fin de tracts. Ainsi le nombre de bouillons pourra être limité, si nous contrôlons régulièrement la diffusion dans ces dépôts (en augmentant ou diminuant la commande).

Une erreur qui risquerait de nous faire revenir à l'activisme serait de considérer (à l'image des comités « libération ») la diffusion du tri-hebdo comme notre objectif principal et ainsi de négliger le travail en profondeur dans les entreprises. Aussi, pour la diffusion large il serait bon peut-être de faire participer les sympathisants ; de leur confier des tâches de diffusion et de popularisation. C'est aussi en les faisant participer activement à la prise en charge de ce quotidien que la « sève » remontera plus « nombreuse ».

#### REDACTION

Ce serait bien si l'H.R. hebdo ou quinzomadaire pouvait être toujours en couleur ! Dans le tri-hebdo, il serait bon pour qu'il puisse connaître une diffusion vraiment massive que les articles (ceux du comité de Rédaction, comme ceux des correspondants) songent plus à « ce qu'en pensent les masses », et soient plus accessibles. Pour cela, une rubrique (par exemple 1/2 page entre-filets à chaque numéro) pourrait faire en quelque sorte le point de l'analyse et du mouvement M.-L. et rappeler aux nouveaux lecteurs les éléments d'analyse qui leur manquent pour comprendre la plupart des articles de notre presse. C'est en grande partie pour cette raison qu'on entend souvent dire que notre H.R. est trop difficile à lire et que ses sympathisants et lecteurs réguliers ne se transforment pas en diffuseurs : ils pensent que l'H.R. est trop difficile pour les masses. Et si eux-mêmes comprennent c'est souvent grâce aux explications des camarades qui leur apportent le journal. Alors, que cette « voix du camarade » figure à chaque numéro pour expliquer le sens des expressions et du vocabulaire M.-L., l'évolution et l'histoire du mouvement M.-L., les analyses chinoises et albanaises, les positions de principe, etc., bref, tout ce qui aide à comprendre.

Cette question est à notre avis, très importante, car nous avons constaté que de nombreux lecteurs de l'H.R. ont été perdus pour cette raison alors qu'ils étaient assez avancés cependant.

Exemple : un jeune ouvrier achète le journal pour la première fois, puis ne le reprend plus. En discutant avec lui on découvre qu'il nous prend pour des « rigolos », car, à ses yeux notre journal attaquerait la lutte syndicale et voulait « tout casser » tout de suite, qu'on attaquerait plus les syndicats que les patrons, etc. Or, ce travailleur était d'accord sur l'analyse qu'on fait de la ligne du P.C.F. Mais il restait attaché à la lutte syndicale (et avec raison), et ne connaissait pas notre ligne générale concernant la lutte dans les syndicats, nous aurait quitté si nous ne lui avions pas expliqué. Donc, si nous ne voulons pas que le quotidien « tombe des mains » des nouveaux lecteurs, mettons-les dans le bain régulièrement et pensons à eux en écrivant les articles, sans avoir peur de ressasser des « évidences » (souvenons-nous de l'image du « clou qu'on enfonce » de Lénine).

Une rubrique culturelle serait la bienvenue : spectacles à voir, livres à lire, revues à faire connaître, programmes de télé...

Chers camarades,

C'est avec enthousiasme que nous avons lu l'éditorial du n° 247 « En avant pour l'HR quotidienne » et nous tenons par la présente à vous assurer de notre soutien total. En effet, dans la situation actuelle de crise du régime et au cours des luttes qui se mènent dans les entreprises, il est fondamental de donner à notre propagande, à notre dénonciation du révisionnisme le plus grand impact possible. Et une HR quotidienne constituerait une arme excellente, *seul quotidien de la classe ouvrière*.

Nous sommes aussi conscients des difficultés qu'il est nécessaire de résoudre. C'est pourquoi nous vous proposons quelques mesures concrètes.

Il serait à notre avis intéressant de mettre l'abonnement non à la durée mais au numéro, par exemple, un abonnement pour 50, ou 100, etc. Cela faciliterait le travail de prise d'abonnements.

De même, éditer des bons de soutien à 10 F pièce, par exemple ; les amis qui désirent participer au soutien financier pourraient ainsi prendre un certain nombre de ces bons. Ce serait peut-être préférable aux bons de soutien classiques, à remplir.

L'édition d'un tract explicatif serait aussi intéressante afin de faire connaître le plus largement possible l'existence du quotidien (ou tri-hebdo). Au niveau local, cela pourrait être fait avec en plus l'adresse des kiosques qui le diffusent, car nous pensons que pour un quotidien, l'abonnement ou la vente en kiosque est nécessairement plus important que la diffusion militante.

Il est certain que tout cela n'est que points de détail et que ce qui est fondamental, c'est bien la ligne politique et l'esprit d'offensive. Dénoncer le révisionnisme partout où il est, aller systématiquement à contre-courant de toute l'idéologie bourgeoise et réactionnaire, c'est bien le seul moyen de nous lier effectivement et efficacement aux masses travailleuses de notre pays.

Nous sommes très peu nombreux dans notre cercle de diffusion, c'est pourquoi l'objectif financier que nous nous sommes fixé peut paraître bien mince : 1.000 F minimum le 1<sup>er</sup> mars dont 300 F le 1<sup>er</sup> décembre. Mais cet objectif, nous l'atteindrons et nous essayerons de le dépasser.

En avant pour une H.R. quotidienne !

A bas le révisionnisme !

Vive le marxisme-léninisme !

Un C.D.H.R.

### Souscription permanente

Total précédent 518576,94

Fidélité au Marxisme-Léninisme	500,00
CDHR Staline C	38,00
R.R. Soutien permanent à HR	160,00
D.G. Supplément à réabonnement	2,00
P.V.C.	35,00
Soutien à HR en plus abonnement	108,00
CDHR Baillet	20,00
Un étudiant	1,00
CDHR Dallidet	160,00
Une lycéenne	1,00
Un étudiant	4,00
CDHR Dimitrov	200,00
Un ancien de la mer Noire	0,60
CDHR Yvetan	12,50
" Fabien	30,00
Supplément abonnement D.G.	2,00
Lors du ralliement du noyau	
M.-L. du Nord	103,00
M-L du Nord	1003,00
CDHR Guy-Moquet	4,00
" Stalingrad	50,00
" Yveton	5,00
Collecte à Vente Gare	3,00
P.H. S. Supplément à Brochures	7,20
Sur un marché	0,60
CDHR Fabien	2,00
Démasquons les actes criminels d'Israël	1,50
Soutien à H.R. en plus commande Brochures D.d.	80,00
CDHR Clara Zeskin	20,00
" Gramsci	20,00
Lors d'une vente	7,50
Supplément abonnement M.C.	40,00
CDHR Staline S.	196,00
Pourboire de 2 filles de salles	50,00
Soutien à HR	100,00
Soutien à HR en plus mon réabonnement B. CH.	70,00
CDHR G.-Péri N.o.	50,00
Une lycéenne pour la lutte des lycéens	1,00
CDHR Balagne	106,70
" Manouchan	5,00
" Lousin (Octobre)	250,00
Supplément à réabonnement C.M.H.	8,00
Soutien permanent au journal J.V.	16,00
CDHR Grandel	5,00
Un travailleur immigré sur un marché	0,50
Un ouvrier devant une usine	0,50
Soutien à HR, M.J.	3,80
Sur un marché	3,00

Total de la quinzaine 3502,90  
Total général utilisé pour le règlement des dettes de l'HR. 522079,84

### Souscription spéciale "quotidien"

Pour le Quotidien, un diffuseur	10,00	CDHR J. Baillet pour HR quotidien	23,60
Pour H.R. Quotidien - Soutien anonyme à librairie	30,00	A une vente en gare	8,00
	3,00	CDHR Stalingrad	50,00
Des camarades paysans	5,00	" G.-Péri N.O.	60,00
	4,00	" Grandel	5,00
Un jeune camarade	3,80	" Dallidet	35,80
CDHR Guingouin	40,00	" E. Duval	77,00
" Dallidet	20,00	Un petit fonctionnaire	5,00
" Gabriel Péri N.O.	50,00	CDHR Politzer	8,00
" A. Marty	80,00	" Baillet	23,60
Un camarade du C.R.	100,00	" Rivoire	250,00
En avant pour une HR quotidienne B.A.	50,00	Anonyme	10,00
Souscription à meeting Dijon pour un quotidien	132,55	Soutien à notre quotidien J.C.P.	50,00
CDHR Duval	15,00	Un Prof ancien adhérent du P.C.F.	100,00
Pour un quotidien M.-L. prolétarien	150,00		
	50,00	Total	4630,02
En timbre pour un HR quotidien le plus rapidement possible, un postier	23,02		
HR quotidien CDHR A Marty	80,00		
En avant pour un HR quotidien Politzer	10,00		
J.-P. Timbaud	30,00		
Anonyme	3,00		
En timbres, anonyme des postiers pour notre soutien à la lutte des postiers	35,00		
CDHR Staline S.	230,00		
En avant pour HR quotidien B. CH.	20,00		

**POUR LANCER ET ELARGIR CETTE CAMPAGNE UTILISEZ LES CARNETS DE BONS DE SOUTIEN**

**La conférence sur l'alimentation :**

**Quelle est l'origine du problème des céréales ?**

Où réside l'origine du problème des céréales qui fait l'objet de débats dans le monde ? Du fait que la Chine, où la pénurie alimentaire se trouvait sérieuse avant la Libération, est parvenue aujourd'hui à se suffire en céréales pour ses 800 millions d'habitants environ, on peut déduire que ce sont la mainmise, l'exploitation et le pillage, exercés par l'impérialisme, le colonialisme et les super-puissances sur les pays en voie de développement, qui ont causé ce problème.

Le même fait prouve aussi qu'un pays, après avoir accédé à l'indépendance totale sur les plans politique et économique, est en mesure de résoudre son problème céréalier par ses propres efforts.

Pays agricole sous-développé, l'ancienne Chine portait le nom de « l'Etat de la famine », sa population laborieuse ne mangeant pas à sa faim. Après la naissance de la Chine nouvelle, le peuple chinois a résolu le problème des céréales en comptant sur ses propres efforts malgré la croissance démographique. En 1973, la production céréalère nationale a dépassé 250 millions de tonnes. L'Etat, la commune populaire et beaucoup de foyers paysans disposent de réserves en céréales. La Chine exporte et importe une quantité donnée de grains. Mais l'importation se fait pour répondre au besoin du commerce extérieur.

Le peuple chinois a subi le même sort que les pays du tiers monde, les nations et peuples opprimés. Les difficultés et les problèmes qu'ils ont rencontrés étaient comparables. Après la guerre de l'opium en 1840, l'invasion successive des agresseurs impérialistes réduisait pas à pas la Chine à l'Etat semi-féodal et semi-colonial. Comme l'a indiqué le président Mao, sous le double joug de l'impérialisme et du féodalisme, les masses populaires chinoises, et en particulier les paysans, s'appauvrirent de jour en jour et tombèrent en grand nombre dans l'indigence. Les impérialistes s'emparèrent alors des douanes de la Chine et y firent affluer, en profitant de la franchise douanière, leurs produits industriels et leurs céréales en surplus, ruinant

ainsi l'agriculture chinoise. A partir du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, la quantité des produits agricoles importés augmentait d'année en année. Sous le régime du gouvernement réactionnaire du Kuomintang, pendant une très longue période suivant 1932, les céréales importées occupaient la première place dans la valeur globale des importations. Dans de nombreuses villes côtières, grandes et moyennes, on se nourrissait essentiellement du riz et de la farine de blé étrangers. Par ailleurs, les impérialistes, en collusion avec des compradores chinois, élevèrent les prix des produits industriels et abaissèrent ceux des produits agricoles chinois pour extorquer des profits fabuleux. Les larges masses paysannes souffraient des graves dommages causés par cette exploitation. C'est ainsi que l'économie rurale de la Chine fut sérieusement ravagée et une grave pénurie de céréales provoquée dans l'ancienne Chine.

Au terme d'une lutte âpre et prolongée, le peuple chinois renversa la domination réactionnaire de l'impérialisme et de ses laquais et établit une Chine nouvelle, socialiste. Les travailleurs chinois qui avaient été asservis et exploités de génération en génération devinrent maîtres de l'Etat, prenant en main leur propre destin, ce qui leur donna les conditions fondamentales pour construire un pays de type nouveau et développer l'économie nationale. Aux premiers jours de la Libération, la production agricole était arriérée en Chine qui se trouvait souvent victime des inondations et de la sécheresse à cause du mauvais entretien des cours d'eau dans l'ancienne société, d'autre part, l'impérialisme lui pratiquait le blocus sur les céréales, cherchant, mais en vain, à étrangler la Chine nouvelle dans son berceau. Mais le peuple chinois ne se laissa pas intimider par ces difficultés. Les paysans chinois, sous la direction du Parti communiste, s'organisèrent, après la réforme agraire, en groupes d'entraide, puis en coopératives agricoles, enfin en communes populaires, s'engageant dans la voie radieuse de la collectivisation agricole. Au bout de vingt-cinq années de construction

socialiste planifiée, l'ancienne Chine, pauvre et arriérée, a fait place à la Chine nouvelle, socialiste, qui connaît un début de prospérité.

Fidèle à ce principe général pour le développement de l'économie nationale : prendre l'agriculture comme base et l'industrie comme facteur dominant, et suivant l'ordre : agriculture, industrie légère et industrie lourde, le peuple chinois a fait tout son mieux pour développer l'agriculture. En comptant sur la force collective et avec l'aide de l'Etat les paysans chinois entreprirent de façon planifiée la construction d'ouvrages hydrauliques de grande envergure. Ils travaillèrent dur pour changer les conditions de la production agricole. De nombreux affluents de la rivière Haiho, de la rivière Houaiho, du Yangtsé et de la rivière des Perles sont aménagés, même le fleuve Jaune, jadis qualifié de « fléau de la Chine », est aujourd'hui bénéfique au peuple. En Chine, plus de 2 000 réservoirs, grands ou moyens, ont été construits et 1 300 000 puits creusés. 22 millions d'ha de champs sujets aux inondations ont été aménagés pour la plupart. Toujours plus de champs à bas rendement sont devenus ceux à haut rendement, toujours plus de régions qui devaient importer des céréales en ont des surplus aujourd'hui.

A la veille de la fondation de la République populaire de Chine, les impérialistes prétendaient : « Le seul moyen de sortir la Chine de sa crise agricole consiste à réduire sa croissance démographique. » Et d'ajouter que le gouvernement de la Chine nouvelle ne réussirait pas à régler le problème alimentaire. Mais ces absurdités ont fait faillite devant les succès que la Chine a obtenus dans le développement de la production céréalère.

Aujourd'hui, les super-puissances ressassent les mêmes allégations, reprenant la théorie malthusienne de la population, déjà réputée, elles affirment que l'insuffisance en céréales dans les pays en voie de développement s'explique par leur surpopulation et que leur poussée démographique est comme la meule attachée au cou de ces pays.

**Sur un marché...**

**UNE FOIS DE PLUS L'HUMANITÉ ROUGE A FRAPPÉ JUSTE**

Samedi 9 novembre, des camarades de l'HR diffusaient sur le marché des Lices, à Rennes, le journal ayant pour éditorial « Donnons aux grèves un contenu politique prolétarien » ; le panneau, qui illustrait l'éditorial, était un soutien à la grève des PTT, et développait, en tenant compte de ses caractéristiques à Rennes, les caractères positifs de leur lutte :

- le refus de préavis ;
- grève illimitée et non plus, comme avant, grèves de 24 heures, partielles, sans efficacité ;
- refus des revendications hiérarchisées.

Or, ce même samedi, se tenait à l'endroit où diffusent habituellement les camarades de l'HR, un stand tenu entre autres par les pontes régionaux CGT, CFTD, FO, CGC des PTT.

Ces derniers n'attendirent pas pour montrer leur vrai visage !

Ils commencèrent par agresser les diffuseurs de l'HR, leur ordonnant d'aller diffuser ailleurs, et les menaçant, s'ils refusaient, de les expulser manu militari.

Les camarades, ne se laissant pas intimider, tinrent bon et continuèrent leur diffusion. Fous de rage, nos pontes syndicaux déversèrent alors un flot d'attaques, accusant les camarades de « torpiller » leur action, « d'être des briseurs de grèves », « dénonçant le panneau comme ne reflétant pas la réalité, mais ne pouvant — et pour cause ! — pas le critiquer sur des points précis... pour en venir enfin à ce qui les gênait le plus : SURTOUT, il ne fallait pas dire que les grèves ont un caractère politique ! « Vous faites le jeu du gouvernement, disaient-ils. Nous nous efforçons, nous de dire que la grève est apolitique, et vous dites le contraire ! »

On pourrait en fait se demander qui fait le jeu du gouvernement et de la bourgeoisie ; et qui marche la main dans la main avec elle !... car à ce moment-là, passa une ex-secrétaire de l'UDR, connue de longue date des camarades, par les injures qu'elle ne manque pas de leur adresser depuis longtemps chaque fois qu'elle les voit sur le marché... évidemment, cette fois, l'occasion pour elle, était trop belle, elle ne la rata pas !... et les camarades, la dénonçant alors comme ex-membre de l'UDR, se virent répondre par le pont syndical : « Il faut respecter l'opinion de tout le monde, moi, l'UDR, je respecte ! »... C'est peut-être bien là ce qu'on leur reproche ! Petit incident en tout cas, qui illustre une fois de plus, ce que disait l'HR dans l'éditorial (n° 247) : « La véritable bataille de classe se situe entre la classe ouvrière et la bourgeoisie capitaliste, sous quelque masque de « droite », du « centre » ou de la « gauche » cache-t-elle son visage. »

Quant à nous, marxistes-léninistes, de l'HR :

— nous continuerons à soutenir la grève des PTT et tous les travailleurs qui contribuent à donner à leurs luttes un contenu politique prolétarien !

— nous continuerons à dénoncer les défenseurs « apolitiques » de la bourgeoisie, de l'UDR à la CGT, faux défenseurs de la classe ouvrière, et dont le seul but est de dévoyer les grèves vers une meilleure gestion du capitalisme !

Vive la lutte classe contre classe !

A bas les traîtres à la classe ouvrière !

Vive la juste ligne de l'HR !

Correspondant HR Rennes.

**PÉROU :**

**OUVERTURE DE LA 8<sup>ème</sup> CONFÉRENCE MINIÈRE**

La 8<sup>e</sup> conférence internationale minière s'est ouverte le 3 novembre à Lima avec la présence de 2 500 délégués venus de plus de 50 pays dont la Chine.

Le ministre péruvien de l'Energie et des Mines, Jorge Fernandez Maldonado, a présidé, au nom du président Juan Velasco, la cérémonie d'ouverture, et a lu à la Conférence une lettre du président.

Le président Velasco a indiqué dans sa lettre que la lutte pour la souveraineté nationale est soutenue par le peuple et cette lutte restaurera les Etats souverains le pouvoir de décision sur toutes leurs ressources naturelles.

Il poursuit que les peuples du tiers monde sont en train de lutter pour se débarrasser définitivement de l'état de sous-développement. « Dans cette lutte gigantesque, nos ressources naturelles revêtissent une importance décisive. Dans cette lutte, le recul équivaut à abandonner la possibilité de mettre fin au sinistre passé qui nous avait retenu dans la misère et le retard », déclare le président.

Le président a apprécié hautement le grand rôle du tiers monde. Il y a, a-t-il dit, un monde rebelle dans notre époque et aucune force ne peut l'empêcher de progresser. Ce monde est composé par des peuples qui, jusqu'à hier encore, étaient opprimés. La porte d'une nouvelle époque a été déjà ouverte, où il n'y a pas de terrain pour la pratique de l'exploitation du passé. La puissance seule ne signifie plus l'absence de punition dans l'oppression d'autrui, ni le développement de ses propres forces sur la base de l'appauvrissement d'autrui, déclare-t-il.

Le président indique que le nationalisme visant à défendre la souveraineté des pays du tiers monde doit

avoir une nette nature anti-impérialiste.

Il a réitéré la demande du tiers monde de changer les relations inégales et injustes entre les pays développés et les peuples en lutte pour l'indépendance authentique.

Dans son discours prononcé à la cérémonie d'ouverture, le ministre Fernandez a dit que la chaîne de domination et de dépendance entre les sociétés transnationales et les pays en voie de développement a été brisée par la révolution qui a pour but non seulement de recouvrer la souveraineté nationale, mais aussi de participer à la décision sur les questions internationales relatives à la production et aux prix.

Jacques Jurquet

« LA REVOLUTION NATIONALE ALGERIENNE ET LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS »

(Tome II)

Editions du Centenaire : 70, rue de Belleville, 75020 PARIS

L'exemplaire : 45 F.

# CAMBODGE

## un seul gouvernement légitime du peuple : LE GRUNC

### Intervention du représentant chinois Houang Houa à l'assemblée générale de l'O.N.U.

Houang Houa a dit : « Depuis plus de quatre ans, sous la direction du front uni national du Cambodge présidé par le chef de l'Etat Samdech Norodom Sihanouk et du gouvernement royal d'union nationale du Cambodge ayant Samdech Penn Nouth comme premier ministre et Khieu Samphan comme vice-premier ministre, le peuple et les forces armées patriotiques du Cambodge ont, pour sauvegarder l'indépendance et la souveraineté du pays et pour recouvrer la paix et la neutralité perdues, mené impétueusement une guerre juste pour le salut national et arraché de grandes victoires. Les forces armées populaires de libération nationale du

Cambodge ont déjà libéré 90 % du territoire du pays avec 80 % de la population. Les forces armées du peuple cambodgien ont gagné en force au fil des combats et sont devenues une puissante armée populaire, excellentement entraînée et riche d'expérience opérationnelle. Les régions libérées administrées par le GRUNC s'élargissent et se consolident avec chaque jour qui passe et les organes du pouvoir y ont été établis à tous les échelons.

« Le prestige international du gouvernement royal d'union nationale du Cambodge se réhausse de plus en plus. Reconnu par plus de 60 pays, ce gouvernement a des amis partout dans le monde. Ces faits constituent une réfutation convaincante de ce sophisme répandu avec malveillance par l'impérialisme à l'intérieur comme à l'extérieur de notre salle de conférence, et selon lequel le GRUNC est un "gouvernement en exil". » Houang Houa



Le prince N. Sihanouk est accueilli affectueusement par de jeunes combattants des FAPLNC.

Le prince Sihanouk accueilli par de jeunes combattants en zone libérée.

a dit : « la cause de la libération du peuple cambodgien progresse victorieusement. Or, la clique traîtresse de Lon Nol qui se terre à Phnom Penh, durement frappée par les forces armées populaires, se voit abandonnée par les siens et traîne une existence pénible.

Houang Houa a poursuivi en disant : « Le G.R.U.N.C. qui représente les intérêts réels du peuple cambodgien et a le ferme soutien de tout le peuple du pays, est le seul gouvernement légal du peuple cambodgien et la clique Lon Nol n'est rien d'autre qu'un groupe de quislings cambodgiens, la lie de la nation, qui a trahi la patrie, qui a été imposée au peuple cambodgien par des forces étrangères et qui, par conséquent, est tout à fait illégale. »

Houang Houa a condamné le gouvernement américain qui, au lieu de cesser son intervention et son agression au Cambodge, a cherché par mille et un moyens à amener les pays membres à accepter de retener à l'O.N.U. la clique traîtresse de Lon Nol qui avait usurpé le siège du royaume du Cambodge. Houang Houa a dit : « Son but est de dissimuler le fait de son agression, de son intervention et de sa subversion et, en même temps, de gagner du temps pour insuffler encore du courage à cette clique fantôme afin qu'elle prolonge son existence déjà pénible. La proposition sur les "négociations de paix" lancée il n'y a pas longtemps par la clique Lon Nol n'est rien d'autre qu'une grotesque exhibition mise en scène à cette fin par son maître étranger. Le projet de résolution soumis récemment à la présente session de l'assemblée générale par certains pays exhortant les parties directement concernées au Cambodge à entamer des négociations répond aussi à cette politique des Etats-Unis. Pour parler net, la vraie intention de ce projet de résolution, comme la soi-disant proposition de la clique du traître Lon Nol, est de laisser la clique traîtresse de Lon Nol continuer l'usurpation du siège légitime du G.R.U.N.C. aux Nations-Unies et de légaliser l'agression et l'intervention continues des U.S.A. au Cambodge. Ce projet de résolution contrevient non seulement aux principes de la charte des Nations Unies, mais aussi va à l'encontre de la juste solution de la question cambodgienne. »

A propos de la déclaration faite le 5 octobre dernier par le prince Sihanouk et de celle publiée le 6 novembre de cette année par le vice Premier ministre Khieu Samphan sur le rejet par le G.R.U.N.C. des négociations avec la clique traîtresse lonnolienne, Houang Houa a dit que « le gouvernement chinois soutient fermement cette juste position patriotique du gouvernement

royal d'union nationale du Cambodge ».

« Il est à souligner ici que la demande formulée le 21 novembre par le représentant thaïlandais au nom du Japon et d'autres co-signataires pour que leur projet de résolution soit voté en priorité n'est nullement justifiable. Il est connu de tous que le projet de résolution co-signé par l'Algérie et 36 autres pays avait déjà été présenté officiellement à la 28<sup>e</sup> session de l'assemblée générale et a été encore une fois soumis officiellement le 1<sup>er</sup> octobre de cette année. Ce n'est qu'après cette dernière date que le Japon et d'autres pays ont présenté le 18 octobre dernier leur projet de résolution sur la question du Cambodge. En vertu du règlement intérieur de l'assemblée générale ou selon sa procédure habituelle, il est bien fondé en droit de mettre au vote le projet de résolution des 37 pays dont l'Algérie, avant tout autre projet. »

Houang Houa a souligné : « En dernière analyse, il appartient au peuple cambodgien de décider des affaires cambodgiennes. La juste cause du peuple cambodgien triomphera. La clique du traître Lon Nol sera rejetée à la poubelle de l'histoire par le peuple cambodgien et les autres peuples du monde. C'est là un processus que personne ne saurait arrêter. »

Agence Chine Nouvelle.

### PALESTINE :

## L'heure de la libération approche

Dans la clique dirigeante sioniste, la consternation règne. Sur tous les plans le peuple palestinien est à l'offensive, infligeant à Israël des échecs de plus en plus cuisants :

● **diplomatique** : la résolution que vient d'adopter l'O.N.U. consacre pour la première fois officiellement les droits nationaux du peuple palestinien sur son propre sol et, malgré les multiples pressions exercées, ne souffle mot de l'existence d'Israël en tant qu'Etat.

Dans le même temps, l'O.L.P., porte-parole unique et légitime du peuple palestinien, est invité à siéger en permanence à l'O.N.U. en qualité d'observateur.

● **économique** : la dévaluation de plus de 30% de la livre israélienne, par ailleurs fort mal accueillie, ne semble pas en mesure de résoudre les difficultés inextricables de l'économie sioniste.

● **culturel** : pour avoir violé avec arrogance les règles de l'U.N.E.S.C.O. Israël se voit expulsé, de fait, de toutes les instances de travail de cette organisation.

● **politique** : une flambée de manifestations populaires sans précédent, se développe en Palestine occupée. A Hébron, Ramallah, Jérusalem, Naplouse, Jérusalem, les victoires de l'O.L.P. ont été saluées avec un enthousiasme indescriptible par la population arabe. De multiples manifestations de rues, arborant le drapeau palestinien, se déroulent, malgré le couvre-feu imposé

par les autorités d'occupation. Malgré aussi la férocité de la répression déclenchée en représailles : A Jénine, une jeune lycéenne de 16 ans est écrasée par un char. Plusieurs milliers de Palestiniens ont manifesté à ses obsèques. A l'issue d'une imposante manifestation, à Jérusalem même, devant la Mosquée Al Aqsa, plusieurs dizaines de manifestants ont été arrêtés. A Naplouse, des arrestations massives d'ouvriers et d'étudiants ont eu lieu. En même temps, les sionistes poursuivent délibérément leur politique d'annexion : 6.000 citoyens arabes de la région de Rafah, dans la bande de Gaza, ont reçu l'ordre d'évacuer leurs maisons et leurs biens avant le 15 janvier prochain.

Enfin, les préparatifs d'une cinquième guerre d'agression de la part d'Israël se poursuivent fébrilement.

Mais tout ceci ne fait que traduire la panique qui s'empare des dirigeants sionistes devant les multiples victoires remportées par le peuple palestinien. Celui-ci va irrésistiblement de l'avant, sans lâcher son fusil, comme en témoignent les multiples actions militaires des fedayines en Palestine occupée. Car il voit que les succès politiques et diplomatiques éclatants qu'il vient de remporter sont dus à la constance de sa lutte armée.

Le chemin de la victoire est encore parsemé d'embûches, mais pourtant l'heure de sa libération approche inexorablement.

### Intervention du représentant albanais

Le représentant albanais Rako Naco a déclaré dans son discours : « Il est à mettre en évidence que cette année aussi les adversaires de la question cambodgienne, les Etats-Unis d'Amérique et d'autres pays, essayent de nouveau, au moyen de différentes manœuvres, d'empêcher l'assemblée générale de prendre une décision au sujet d'une question si importante. »

« A l'heure actuelle, dans la situation favorable créée à la lutte de libération du peuple cambodgien, pour échapper au dévoilement complet et pour réaliser les buts qu'ils poursuivent à l'égard de l'avenir au Cambodge et dans toute l'Indochine, les sociaux-impérialistes soviétiques essayent aussi de se faire passer pour des amis du peuple cambodgien, mais en réalité, ils continuent à entretenir de différentes manières des relations avec la clique de Lon Nol », a-t-il souligné.

Il affirme que le peuple albanais et le gouvernement de la République populaire d'Albanie soutiendront et appuieront sans réserve et jusqu'au bout la juste cause du peuple frère cambodgien.

(Extraits.)